

Areski Amazouz

Je suis né le 3 novembre 1949 à Azazga en Kabylie. Chez les Kabyles, on appelle toujours les derniers nés de la famille « Amazouz » ; c'est lui qui ferme la porte ! « Amazouzi » veut dire « mon petit chéri ». Je suis un enfant de la guerre, j'ai vécu la guerre d'Algérie, j'avais douze ans à l'indépendance. J'ai vécu ça, il m'a fallu du temps pour m'en sortir, mais quand je parle, le film revient... je revois toutes les images.

Azazga en Kabylie

Azazga est situé en Kabylie, dans les montagnes du Djurdjura. C'est un village situé à 140 kilomètres de la capitale de l'Algérie, Alger et à 30 kilomètres de la capitale de la Kabylie, Tizi-Ouzou. La Kabylie est une plaine qui va plus loin que Tizi Ouzou. La Kabylie, c'est un peu comme le Pays-Basque, il y a les montagnes, la mer, il neige beaucoup. On y faisait de la luge ; la luge chez nous c'était le chêne liège coupé en deux, on s'amusait comme ça. L'Algérie est un pays qui a été traversé par énormément de choses ; l'empire Ottoman, les Romains, les Portugais, les Espagnols, il y a tout ce mélange. Tamroud à l'origine, c'est le symbole des femmes qui luttaienent contre toutes les injustices et toutes les formes de discriminations avant l'empire Ottoman. Yma Gouraya est vers Béjaïa, anciennement Bougie.

La Kabylie et la langue

En Kabylie, on parle le kabyle, la langue berbère ; on appelle ça l'amazigh, cela veut dire « homme libre ». C'est une langue que l'on parle dans le désert algérien, vers le Mali ; c'est ce que l'on appelle le tifinar. Je parle kabyle, je comprends très peu l'arabe du Maghreb, et en ce qui concerne l'arabe égyptien, je ne comprends rien ; je suis francophile, je suis né en Kabylie, mais sans le français, je suis perdu. Tous les Algériens sont francophiles. Quand on regarde tous les films qui se sont faits en Algérie après la guerre, c'était vraiment en français. En Kabylie, que ce soit les gens qui ont eu la chance d'aller à l'école, ou ceux qui n'ont pas eu cette chance, ils parlent tous français. Il y a quand même eu 132 ans de présence française. La langue berbère, l'amazigh, il ne fallait pas la parler ; c'était une langue de communication que ni les Arabes, ni les Français ne comprenaient, c'est pour cela qu'elle a beaucoup été utilisée pendant la guerre d'Algérie, pour communiquer sans être capté. C'était vraiment une langue très efficace pendant la guerre d'Algérie.

Mon grand-père paternel et l'élevage de chevaux

Mon père est présumé être né en 1916. Il n'a pas connu son père, il est décédé du typhus quand il avait trois ans. Mon grand-père s'appelait Hamed, il était un grand terrien de Kabylie, il faisait l'élevage de chevaux, de chèvres, de moutons. Il était aisé, il faisait des fantasias avec de grands fusils. A l'époque quand un garçon se mariait dans le village, tout le village était invité au centre ; ils faisaient des courses de chevaux sur la

piste. Les fantasias ont été interdites avec la colonisation, juste après les massacres de Sétif, vers 45.

On disait qu'il avait la main verte. Il y avait une tradition, à l'automne, on nettoyait tous les jardins, on brûlait, on cultivait. A la période de la semence, il passait voir tous les gens qui cultivaient ; tout le monde allait le chercher avant de commencer, **on venait de partout lui demander des conseils : quelle semence pour quel genre de terre.** Il y allait avec son cheval. **C'était quelqu'un de très important dans le village.**

Exproprié avec la colonisation

La colonisation a commencé en 1871. Il a fallu 40 ans de guerre chaude pour conquérir toute la région de haute Kabylie. Il y a eu de grands massacres, mais c'est aussi à partir de là que l'on a exproprié tous les propriétaires d'origine et qu'on les a remplacés par des gens qui collaboraient avec le colonialisme. Mon grand-père a été exproprié avec la colonisation. Les colons ont récupéré ses terrains et ont cultivé des vignes pour faire du vin... partout sur les terrains de mon grand-père. **Ses terres ont aussi été données aux caïds et aux bachagas. Quand on n'était pas d'accord avec le colon, on vous enlevait tous vos biens, et on les donnait à ceux qui étaient d'accord.**

Le caïd représentait plus qu'un maire dans le village, aujourd'hui ça existe encore au Maroc. Le caïd était nommé par le gouverneur, il n'était pas élu par le peuple. Il était le représentant du sultan dans le village ; le maire était élu, mais le caïd avait le pouvoir

sur lui. Le bachaga était nommé et avait le pouvoir sur le préfet. Il était la voix du roi et du sultan.

Une vie de misère à Azazga

Mon grand-père et sa famille sont restés à Azazga, à l'époque il n'y avait pas plus de trois mille habitants. Il devait élever ses trois garçons et sa fille, dont mon père qui était le plus jeune. Il travaillait chez les colons, il déchargeait de camions de semoule, de ciment... il cultivait dans les vignes, dans les champs. Le colon s'appelait Deschanel. Mon grand-père avait également un terrain au bord d'une forêt ; ils y ont construit des gourbis, des baraquements en bois. Ils habitaient là.

Après l'expropriation, les animaux de mon grand-père avaient été vendus pour subvenir aux besoins de la famille. Comme ils n'avaient pas de terrains, ils les emmenaient des fois dans la forêt, mais les gardes champêtres l'interdisaient. On était à l'orée de la forêt, une forêt de chênes, il y avait de tout dedans ; mais il était interdit d'y emmener les chèvres ou les brebis. Ils y allaient discrètement le matin de bonne heure, mais s'ils se faisaient attraper par le garde champêtre, ils avaient une amende, et étaient obligés de tout vendre. C'est comme cela qu'ils sont devenus des salariés dans les fermes des colons. Ils pouvaient juste avoir un petit jardin, une brebis ou deux, des poules... mon grand-père n'a pas résisté longtemps, il est mort, peut-être de chagrin... ma grand-mère a suivi, mon père avait à peu près sept ans.

Les colons à Azazga

Les colons s'étaient accaparés toutes les terres d'Azazga. Michelère avait des vignes, il faisait du vin ; on cultivait beaucoup de pastèques, de melons, des poivrons. Les colons faisaient travailler tous les gens du village, y compris les femmes et les enfants. A neuf ans je travaillais dans les vignes, j'allais récupérer tous les sarments. Parmi les colons il y avait des Français, des Espagnols, des Maltais, des Alsaciens ; pour nous ce n'était pas des Français, c'était des Alsaciens ! Il y avait très peu d'Italiens ; les Italiens collaboraient pas mal avec les maquisards pendant la guerre. Les premiers algériens qui se sont révoltés en 1871 contre l'occupation et ont été déportés en Nouvelle-Calédonie ou à Cayenne, ont été arrêtés en Kabylie. La France a mis 40 ans pour pénétrer dans cette Kabylie parce qu'il y avait une résistance. Dans cette résistance là, il y avait les Italiens. Ils étaient déportés d'Algérie comme des Algériens. Ils mettaient six mois pour arriver en Nouvelle-Calédonie, ils n'y arrivaient pas tous ; il existe un film « les Kabyles du Pacifique ». Il y a une quinzaine d'années, les arrière-petits-enfants de déportés, sont venus en Algérie. Le grand-père du maire de Nouméa venait d'Algérie.

Il y avait Michelère, Rovière, Blachère. On continue à appeler les terres « le terrain de Rovière, le terrain de Bachelère... ». Ils ont été les premiers à exploiter les terres des expropriés. Un colon, Blanc, avait défriché pas mal de forêt, et s'était lancé dans la production de pipes à tabac. C'était dans les années 20-30. Les pères blancs sont arrivés les premiers. Il y a un grand cimetière de colons à Azazga.

Mon père travaille pour les colons

Mon grand-père est décédé du typhus, ça ne se soignait pas à l'époque, mon père avait trois ans. Il a été élevé par son frère. Il n'est pas allé à l'école. Il y avait une école, mais ils n'acceptaient pas les indigènes. Ou alors il fallait faire partie de la famille du caïd. Les enfants d'indigènes, surtout les expropriés, étant potentiellement dangereux, il ne fallait pas les former. Ils parlaient français couramment. Mon père a commencé à travaillé avec les colons. Il est devenu ouvrier agricole chez les colons qui avaient exproprié son père. Il s'est marié à 18 ans en 1934.

La résistance à la colonisation

Mon père est entré dans la résistance avec son frère Boujema. Il a été déporté en Nouvelle-Calédonie sous le nom d'Amazouz Boujema. Il n'est jamais revenu. J'ai retrouvé un Amazouz de Nouvelle-Calédonie, avec un prénom français. Dans les années 80, il y a eu un retour des gens de Nouvelle-Calédonie venant visiter l'endroit où leurs parents avaient été arrêtés. Ils mettaient six mois pour arriver en Calédonie, ils passaient par Brest, certains mourraient sur les bateaux. Il existe un film « les Kabyles du Pacifique ». Un gars du même village avait été déporté avec le frère de mon grand-père. Il était marié ; il a trouvé le moyen de se sauver, quand il est arrivé au village, il a trouvé sa femme le jour même de son remariage. Dans le village on disait « on a aperçu Safa – non, ce n'est pas possible, il est parti ! ». Il avait juré de se venger d'un homme qui avait fait du mal à sa famille ; il s'est vengé et est reparti. Ils ne l'ont jamais retrouvé.

Les colons avaient construit une nouvelle ville à côté du village, une ville coloniale, avec un stade, un abattoir, une mosquée minuscule, un cimetière. C'étaient des marécages à l'origine. Mon grand-père devaient écouter la journée ce qui se disait dans les milieux colons, et le soir il revenait et répétait. Il y avait la révolution de Cheikh Haddad. L'émir Abd el Kader avait rendu les armes à la France, et Cheikh Haddad avait continué la révolution en 1871. Pour nous l'émir Abd el Kader a trahi la révolution de 1871, puisqu'il s'est rendu à l'armée française. Nos références de lutte de cette époque, c'est El Mokrani et Cheikh Haddad.

Mon oncle Mohand raconte l'histoire du cousin Larbi et la guerre de

14

L'oncle de mon père, Larbi, a été engagé dans l'armée française pour la guerre 14/18. Notre grand oncle nous racontait que notre cousin Larbi faisait des batailles dans les tranchées, il marchait sur des corps pour aller de l'avant ; le soir quand ils revenaient au camp, ils comptaient les morts. Ils voyaient les blessés à l'infirmerie, mais aucune trace des corps des morts. Le lendemain, il fallait encore être plus fort pour continuer à se battre, affronter... il nous racontait ça l'hiver, après le coucher du soleil ; on était tous autour de lui, près du feu de bois, il mangeait un bout de galette avec de l'huile d'olive, des olives, ou un peu de soupe à base de farine, et il nous racontait ces choses là. On avait cette chance d'avoir notre oncle Mohand, le frère aîné de mon père. **On était là à l'écouter dans son gourbi, on voulait tous devenir des héros comme lui.**

Ils étaient trois frères. Le frère Boujema, « glouglou », était toujours dans des bistrots avec ses copains, Jean-Pierre, Guy, il buvait, il jouait à la belotte... l'aîné, Mohand, s'était marié très tard. Sa fille aînée était à peine plus grande que moi. Il avait fait une fille à une femme, comme ça. À l'époque, c'était des questions d'honneur, donc on lui a imposé cette femme. Mais elle est décédée lors de l'accouchement, et sa fille a été élevée par l'oncle de Mohand. Il s'est remarié après dans les années 47-48.

Mon grand-père maternel vend du chêne liège

Ma mère est une fille du village, de la famille Abdous. Elle s'appelait Fetta, et est née le 18 février 1918. Elle s'est mariée à 16 ans, elle était jeune et costaud. Mon grand-père avait acheté des terrains arides, caillouteux. Il n'a jamais été exproprié. Il avait réussi à planter des figuiers, et posséder aux alentours de 15000 mètres carrés de chênes lièges. Il vendait du liège, et travaillait chez Michelère, le colon. **Il était petit de taille et très bosseur, on disait de lui « c'est un vrai colon ! » ; il bossait dans les vignes jour et nuit, pour racheter la terre que l'on avait enlevée à ses parents. Il a racheté quelques parcelles que l'on avait données au colon Mathieu.** Il est mort en 1972, il avait plus de cent ans. Quand les colons sont arrivés, il n'y avait pas de voitures, que des charrettes. Il ne parlait pas beaucoup, mais il nous a appris que c'était avec les colons qu'il a appris ce qu'était un café noir.

Mon grand-père était radin comme pas possible ! On l'appelait Amar Boulot ! Parce que c'était « le boulot, le boulot ! ». C'était un bosseur ! Il faisait la différence entre les enfants de ses filles et les enfants de ses fils Saïd et Mohand. Il a scolarisé tous les

enfants de son fils, mais ceux de sa fille, donc nous, gardaient les vaches et les bœufs ! Pour lui, ses filles étaient mariées, c'était terminé ! Un de ses enfants, Omar a été un des premiers à passer le bac. Aujourd'hui un de ses descendants est directeur de la chaîne de radio française à Alger, il y aussi deux médecins. Nous, on ne s'appelait pas Abdous ! Il était dur, dur, dur... alors que l'on avait toute la tendresse de notre grand-mère. Il était plus riche, il nous aidait beaucoup pour manger et pour s'habiller ; quand on allait chez lui, on mangeait à notre faim. Ses quatre garçons se sont tous engagés dans la guerre de libération, pas un seul n'est revenu, ils sont tous morts entre 1959 et 1962.

Le mariage de mes parents

Ma grand-mère paternelle a dit à mon père « si jamais je décède avant que tu ne te maries, je te demande d'épouser cette fille ». Ça s'est passé comme ça. Mon père a respecté la volonté de sa mère, ils ont demandé au grand-père Abdous qui a accepté. Ils se sont installés dans le boui-boui de mon grand-père. Ils ont partagé le terrain entre trois frères, et chacun a construit sa maison.

Mes frères

Mon frère aîné Mohand est né en 1939, Lamar en 40, Saïd en 42, Loubnés en 46, moi en 49, puis deux plus jeunes, Houcine en 59 et Kamel en 62. Il y a eu aussi quatre filles : l'aîné Fatma est née en 38, Zorah en 52, Jihia en 55, et Zahia après Kamel en 64 ou 65. Tous mes frères ont gardé les bœufs chez mon grand-père. Comme on avait été

expropriés, on est devenu une famille très pauvre. Mon père est parti d'une guerre à l'autre, il ne faisait que des enfants...

La maison familiale à Azazga

Dans ces montagnes il neigeait beaucoup, on n'avait pas de chaussures. On se chaussait avec la peau des bêtes retournée et un lacet. Azazga était une ville très coloniale, très agencée, tracée, avec des villas partout, fleuries. Tout ce qui s'est construit autour était un peu anarchique.

Comme les terres de mon grand-père avaient été spoliées, on s'est retrouvé sans rien dans des maisons en bois, à base de bouse de vache avec de la paille, et de la chaume ; on se chauffait avec du bois. Il y avait une cour, toujours de la vigne, la maison était construite autour de cette cour ; quand les enfants grandissaient, on construisait une autre petite maison. Il y avait une grande pièce avec le kanoun, ils dormaient en haut car en bas il y avait les animaux à gauche et nous on était à droite. L'âne avait sa baraque derrière la maison ; ils avaient des vaches, des bœufs, des chèvres.... Le sol était en terre battue ; le toit était fait avec des nattes en roseau posés sur des bouts de bois brut, puis on mettait le chaume dessus. L'aération du kanoun était sur le côté. Derrière la maison il y avait une évacuation pour les urines des animaux. On était séparés des animaux par un douken, on mettait de grands silos en terre pour l'orge, les figes sèches, les céréales. On avait un puits à côté de la maison. Dans le village, on trouvait des fontaines où les femmes allaient chercher l'eau. On ne manquait pas d'eau, on en

avait toute l'année. Quand les colons sont arrivés, ils ont créés dans la nouvelle ville, onze bassins. Il y avait aussi des bassins pour les animaux.

Une famille laïque

Mon grand-père n'a jamais mis les pieds dans une mosquée, ni mon arrière grand-père. Ce n'était pas son truc. Il faisait le sacrifice du mouton. On est d'une famille très laïque, des deux côtés. Amar boulot n'a jamais mis les pieds dans une mosquée non plus, il disait « je n'ai pas de temps à perdre, je dois travailler ! ». Il devait enlever les cailloux, planter les oliviers, les grenadiers... il a acheté ces terrains après la dernière guerre aux Français dans les années 40. Il était un vrai colon ! Il était méticuleux, il commençait à l'heure, il finissait à l'heure, tout était réglé ! Le samedi, il montait au village pour aller au souk, il s'habillait comme une étoile, il faisait ses courses, il allait chez le forgeron aiguiser ses couteaux, ses haches... il ne mettait pas les pieds chez un épicier ou dans un café ! Il mettait son kilo de viande, son pain de sucre, du thé, des légumes secs, et il redescendait... terminé ! Jusqu'au samedi d'après ! Il se rasait chez un coiffeur au centre ville, Mohammed Messaouden ; il lui passait la tondeuse mécanique. Mais jamais il n'allait se mêler à des gens qui sortait de la mosquée ou au bistrot ! C'était le boulot !

Dans ma génération, en Kabylie en général, la religion n'était pas quelque chose d'important. Ni mon grand-père ni mon père n'ont jamais mis les pieds dans une mosquée.

La seconde guerre mondiale

Le frère de mon père, Mohand, a été appelé sous le drapeau français dès 39. Il a été fait prisonnier des Allemands et est revenu en 45. **Il n'a pas été tué, des Marocains ont été prisonniers avec lui et tués, mais lui a été libéré, pourquoi** Mon père aussi a été mobilisé, il nous parlait de Montecristo. Ils leur ont donné une formation de soldat à Maison Carrée. Il nous racontait comment il montait dans le bateau à Alger, le Sidim Barouk, un bateau de transport de bétail qu'ils avaient réquisitionné et ils arrivaient à Toulon. A la fin, il est revenu avec son fusil. Il nous racontait qu'ils prenaient des chiffons qu'ils enroulaient jusqu'aux genoux, ils avaient des chéchias rouges. Il a retrouvé son frère à la fin de la guerre dans les Ardennes, dans le village de Flize, pas loin de Charleville. **Il nous racontait comment il se cachait dans les fermes avec l'aide des habitants.** Les trois frères étaient blonds aux yeux bleus, très Européens. Quand les Américains sont arrivés en Algérie et ont vu Boujema, ils n'ont pas cru qu'il était algérien, **car il était blond aux yeux bleus** et ils l'ont embarqué. **Ils disaient que ce n'était pas possible que des indigènes fassent des enfants bonds aux yeux bleus.** Sa femme courait derrière lui pour l'arracher aux Américains ! Ma tante nous racontait ça.

Mon père ne parlait pas beaucoup, mais de temps en temps il se lâchait : « ah... quand j'étais à Toulon...quand j'étais soldat... ». **Les parents ne parlaient pas beaucoup à leurs enfants, de peur de les choquer.** Il avait une photo toute froissée de lui avec ses copains, qu'il sortait de son portefeuille. Je suis fier de mon père bien sûr, mais par rapport au combat qu'il a mené, je me demande si je serais à la hauteur de ce qu'il a fait. Si j'étais confronté à cette situation, ce n'est pas sûr. Il y a plein d'images du film Indigène que

Paroles d'Hommes et de Femmes

j'ai dans ma tête : d'abord il est allé se battre dans un pays qui n'était pas le sien, l'Algérie était déjà colonisée... Je me dis que ce n'est pas possible d'aller libérer les autres avant de libérer son peuple. Un Français ne va pas aller se battre pour libérer un pays comme la Tchétchénie ou l'Irak, si son pays est occupé. Il commencera par se battre pour son pays. Mon père a raconté beaucoup plus de choses à mon frère qui est né en 59, ils étaient très copains ; il était très brillant à l'école, mon père était tellement fier de lui, qu'il lui parlait de tout. Quand je revenais, j'emmenais mon père dans les restaurants qu'il voulait, il parlait un peu de tout, mais il ne parlait pas de cette période là avec moi. Je lui ramenaient toujours sa bouteille de Ricard et sa cartouche de Gitanes.

Travail dans les Ardennes

Après la guerre, mon père est venu travailler quelques années en France. Il a travaillé avec son frère dans les Ardennes. Mon père était plus allemand qu'algérien. Mon père et mon oncle parlaient l'allemand couramment. Ils avaient appris l'allemand dans les Ardennes. Ils ont même eu des problèmes après la libération. Ils communiquaient plus en allemand qu'en français, ou en kabyle. Quand mon oncle nous engueulait, il le faisait en allemand.

Mohand est resté dans les Ardennes un moment après la libération, il avait trouvé du boulot ; puis il est rentré définitivement en Algérie, il était très actif dans le MNA. Mon père revenait en Algérie tous les six mois ; comme mon père s'en prenait plein la tête parce que son frère était dans les MNA, il a décidé de rentrer aussi au pays. Il est devenu aussi actif dans les MNA, puis dans le FLN. Il travaillait dans les forges de

fonderies, près de Sedan, dans un petit village qui s'appelait Flize. Comme il était fêtard, il nous parlait des bals ; le dimanche à treize heures, il y avait le bal à Sedan ! Le bal populaire. On a connu ça aussi pendant la guerre d'Algérie ; le dimanche, au square d'Azazga, il y avait le bal et les majorettes. On regardait ça à travers les grilles, comme des singes ! Il a touché une petite retraite après. Il est rentré en Algérie par la Tunisie. Ils étaient un peu recherchés. A travers ce réseau, ils collectaient de l'argent pour le mouvement algérien. Ce mouvement était très implanté dans l'Est de la France. C'était le mouvement messaliste ; Messali Hadj avait travaillé chez Renault, département 12, c'était un homme charismatique, il parlait l'arabe... il a entraîné énormément.

Mon père et ses frères s'engagent dans le MNA

Après la libération de 45, il y avait la promesse de donner l'indépendance à l'Algérie et au Sénégal. Ça n'a pas eu lieu, le 8 mai 1945 il y a eu les massacres de Sétif ; les historiens parlent de 45 000 algériens massacrés à Kerata, Guelma, Sétif, dans les hauts plateaux et sur le pont de Constantine les gens ont été jetés ; c'est très haut, au moins 600, 700 mètres. À Dakar 15 000 tirailleurs africains ont été massacrés parce qu'ils revendiquaient leur indépendance. Les Algériens ont donc formé un mouvement de libération nationale. Le MNA est devenu une branche politique incontournable pour la lutte contre le colonialisme et pour la liberté du peuple algérien. Mon père a donc commencé à militer dans ce mouvement, un pied en Algérie, un pied en France. Il revendiquait la liberté de son peuple et de son pays, il revendiquait la promesse qui avait été faite.

La collecte de fonds pour le MNA

Mon oncle et mon père transportaient des valises ; ils convoyaient l'argent du FLN de France en Allemagne. C'était l'argent des travailleurs algériens, beaucoup de Français soutenaient également la liberté des Algériens ; je pense à Franz Fanon : il était aspirant de l'armée française en Algérie et contre le colonialisme, il sortait des armes dans les casernes d'Alger pour alimenter le maquis. Il y avait aussi Maurice Audin, il y en avait des milliers ! Le réseau Jeanson transportait les fonds de Paris, partout en Europe. Nicole Dreyfus a défendu la cause des Algériens, elle était une des deux femmes à avoir défendu cette cause, avec Gisèle Halimi, la célèbre avocate très engagée dans ce combat avec Jacques Vergès.

L'argent transitait par l'Allemagne, puis la Yougoslavie, le Maroc, la Tunisie ou l'Égypte. On ne les reconnaissait pas rapport à des Français, ils étaient blonds aux yeux bleus, grands (1m89). Quand on discutait avec eux, ils avaient un accent, mais si on ne discutait pas, on ne les reconnaissait pas, on les prenait pour des Polonais ! Ils se sont faits arrêter une fois ou deux, et ils se sont faits repérer. Les Algériens en France se tuaient entre eux ; il y avait des désaccords entre MNA et ceux qui voulaient un front unique, le FLN. Les messalistes prônaient la pacification, pour faire comme les Marocains ou les Tunisiens, c'est-à-dire négocier. Messali Hadj, c'était la continuité de l'émir Abd El Kader, faire la paix sans s'entretuer. Alors qu'on nous appelait les indigènes, une voix française valait dix voix indigènes. Les jeunes ont dit non, ils ont créé un front de libération pour se battre et libérer le pays. Mon oncle et mon père

étaient recherché par la police française d'un côté, et la milice du MNA de l'autre, c'est pour cela qu'ils sont rentrés par la Tunisie.

Du MNA vers l'ALN

Mon père n'était plus bien dans le MNA, car ils étaient plutôt pour une collaboration, pour négocier un protectorat comme la Tunisie ou le Maroc. Lui, c'était la liberté, l'indépendance, sortir du code de l'indigénat. Dans le code de l'indigénat, 10 voix françaises valaient 100 algériennes. En 1954, ils ont organisé le FLN, le front de libération nationale. Une branche de l'armée nationale était l'ANP, l'armée nationale populaire.

Mon oncle est devenu un grand militant du FLN, beaucoup plus que mon père. Mon père transportait des armes, tout, mais mon oncle était trésorier du FLN. Il était recherché par la police. Il ne circulait pas normalement, il ne circulait que la nuit. Il était responsable de la logistique. Mon père travaillait plus pour l'ALN, la branche armée, et mon oncle pour la branche politique en collectant les fonds, distribuant les tracts...

Des parents recherchés par l'armée française

Ma mère rejoignait souvent mon père en France. Comme toute sa famille a été décimée, elle est devenue aussi une grande militante de la guerre de libération nationale. Mes grands frères sont allés à l'école en France parce qu'ils ont eu la chance d'être nés dans les Ardennes, mais moi je suis rentré en Algérie car mes parents étaient recherchés par

l'armée française. Je suis rentré en Algérie avec ma grand-mère, et j'ai vécu toute cette guerre d'Algérie avec elle. Ma mère faisait des allers-retours, mon père ne pouvait pas rentrer parce qu'il était recherché par la France. Il est resté dans les Ardennes. Un jour, un « jabit », un vendu, a donné l'alerte que mon père était algérien et qu'il transportait l'argent. Des gens l'ont alerté, et il s'est tiré en Allemagne. De l'Allemagne il est parti en Tunisie pour aller dans le maquis.

Soigné par ma grand-mère et les plantes

J'étais tout gamin, j'avais attrapé le typhus. J'allais normalement à l'école primaire, mais comme j'étais malade, je n'ai pas pu y aller. Tous les soirs, les voisins venaient, je les entendais, ils disaient « c'est fini, il est mort, demain on va l'enterrer ! ». Ma grand-mère maternelle disait « non, il y a des plantes ». Elle m'a soigné à base de plantes.

La maison pilonnée en 1956

Mon premier souvenir d'enfance est quand l'armée française a bombardé notre maison depuis le village d'Aghrib, où il y avait une caserne. Aghrib voulait dire « le village de l'immigré ». Les moudjahidin, à l'époque, on les appelait les terroristes ou fellaghas, c'étaient les soldats de l'ALN (armée nationale de libération). Notre maison leur servait de refuge, ils venaient manger la nuit. Ils nous ont pilonnés la nuit avec des canons de 105 ! La maison de mon grand-père maternel était en pierre, elle est partie en mille morceaux ! La maison de son frère à côté aussi ! Notre maison à nous a cramé, on s'est retrouvés dans les bois !

Depuis le village de Saïd Saadi - très célèbre aujourd'hui en Algérie, président du RCD « rassemblement pour la culture et la démocratie » - ils pilonnaient les maisons de ma famille. On s'est retrouvé, la nuit, avec ma grand-mère dans les bois. On a été obligé de se cacher jusqu'au matin. On a reconstruit un petit peu en récupérant des pierres, avec des bâches pour se protéger du froid, on ramassait des branches d'arbre pour fabriquer une espèce de guitoune pour se protéger. L'armée est venue récupérer les pierres pour construire la caserne juste au-dessus. Les bêtes, les chevaux, brebis, chèvres, c'était des cadavres partout.

Chercher où se réfugier

Ma mère nous protégeait. Mon père et mon oncle étaient dans le maquis. On a dû chercher un endroit pour dormir. On a été hébergés par des cousins du village de Freha. Il fallait avoir un laissez-passer pour aller d'un village à l'autre. On leur causait des problèmes avec l'armée qui venait contrôler : « ah c'est vous qui habitez là-bas, les fellaghas mangeaient chez vous... ». La famille nous a fait comprendre qu'il fallait se tirer...

Avec ma grand-mère, on est allé habiter au village de Mekla à 16 kilomètres d'Azazga. On a trouvé un gourbi, on travaillait dans l'agriculture ; on faisait du blé pour faire la galette, on avait quelques vaches. Les frères de ma mère étaient officiers de l'ALN ; ils venaient passer des journées avec ma grand-mère. On a été mouchardés, ce qui a créé des problèmes au gars qui nous avait prêté sa maison. Il nous a fait comprendre qu'il

fallait encore partir. On a retrouvé une maison à l'orée d'Azazga. On nous a laissé une grande maison avec des terres ; on y a habité jusqu'en 1962.

Interdiction d'aller en ville

Pour entrer en ville, il fallait avoir le fameux laissez-passer. Il y avait un sas, où on nous donnait un laissez-passer et aussi un bon pour acheter un kilo de sucre, un paquet de café par semaine. Si on était d'une famille de rebelles, on nous refusait tout, il n'y avait ni laissez-passer ni bon. De temps en temps des soldats, des appelés, étaient très tolérants, ils nous laissaient entrer. Il y avait un beau square, c'était un endroit formidable, la première chose que l'on regardait, nous les gamins, c'était les majorettes ! On les regardait avec leurs jupettes !! Si on tombait sur un officier, c'était coup de pied dans les fesses et « dégages ! ».

La solidarité de certains français

Les appelés étaient des jeunes qui faisaient leur service militaire. Ils étaient envoyés en Algérie, ils n'y étaient pour rien, s'ils désertaient, c'était grave, ils pouvaient être fusillés. Ils y sont donc allés à contre cœur ; en France il y avait des manifestations partout contre la guerre en Algérie, des militants syndicalistes ont même été tués au métro charonne à Paris, le plus jeune avait seize ans. Des français bloquaient les trains qui emmenaient les soldats français, des militants syndicalistes ont bloqué le port de Marseille pour empêcher les jeunes d'aller faire la guerre.

Mes frères aînés en France

Je grandissais dans l'absence totale du père et des grands frères. Ils venaient très rarement. Amar est venu nous voir ; il était dans la région de Bordj Menaiel aux côtés de l'ALN. Il était berger chez mon grand-père, mais il s'est forgé dans l'action. Il refusait de faire son service militaire sous le drapeau français, il s'est donc réfugié là-bas. Il est revenu nous voir pour nous dire qu'il allait partir en France retrouver un cousin, Lounès, qui était maçon dans une entreprise de bâtiment, Rosso. Il a travaillé comme manœuvre sur les bâtiments du boulevard Suchet dans le XVIème. Il s'est fait arrêté et a été incorporé d'office dans l'armée française ! Il a souffert. Il n'a pas fait son service en Algérie étant donné qu'il avait un passé là-bas, il était recherché. Ils l'ont gardé en France jusqu'à l'indépendance, et ils l'ont envoyé dans la force locale à Alger, quand il y a eu le coup d'état d'Aussaresses. Il a donc participé au nettoyage de l'OAS à Alger. **L'OAS a fait plus de mal en 62 en Algérie que les autres ; ils ont tiré sur tout le monde, c'était la valise ou le cercueil.** Puis il a quitté l'armée, il s'est marié et a travaillé comme maçon en France. Ensuite il a travaillé dans un garage Esso. Il est revenu en Algérie dans les années 80 et est décédé dans un accident de camion.

Amar avait fait venir le grand frère Mohand en 59, et il n'a jamais remis les pieds en Algérie. Comme il avait été blessé à l'œil dans sa jeunesse, il n'a pas été incorporé. Il a participé à la manifestation d'octobre 61 à Paris. Il habitait dans des baraquements à Epinay. Le weekend il allait voir une fille qu'il connaissait, Jeannine Balté ; elle l'a sauvé lors de la manif. Sur le coup ils ne l'ont pas arrêté, mais après ils arrêtaient tout le monde. Elle allait le chercher à Epinay et ils allaient à Levallois où elle habitait. En 68

ils ont eu leur premier enfant, Cyril, puis Sandrine et Arnaud en 72. Il n'était pas typé non plus.

L'opération Jumelle en Kabylie

Mon père était dans le maquis à Azazga. Il revenait à la maison la nuit pour nous voir ; il nous réveillait souvent. Quand il nous réveillait, on était contents car il nous apportait des bonbons. Le lendemain on le voyait plus, il repartait. Maman nous disait « il est reparti au travail, j'irai le voir tout à l'heure ».

Il y a eu l'opération Jumelle en Kabylie. Bigeard est revenu du Vietnam, et ils sont allés exterminés tous les terroristes, comme mon père. **C'était la légion étrangère, les goumiers, les appelés, ceux qui revenaient d'Indochine.** La légion étrangère a fait une opération de terre brûlée. **Ils faisaient la chasse !** Ils ont brûlé toutes les forêts, là où ils se cachaient. Ils ont fait un massacre au napalm. Toutes les maisons étaient brûlées, l'armée récupérait les pierres des maisons en pierre pour construire des casernes ; ils mobilisaient tous les jeunes kabyles des villages pour reconstruire les ponts et laisser passer l'armée. On voyait les soldats armés jusqu'aux dents, on voyait des noirs pour la première fois. Ils arrachaient les enfants du dos de la mère pour la violer, lui donner des coups... quand elles refusaient de céder, elles prenaient des coups de rangers partout ! Ils nous rassemblaient tous dans un endroit, et après ils brûlaient toutes les maisons. **C'était de grands massacres, c'était abominable. Ils devaient éliminer tout ce qui bouge. Pour contrecarrer cette politique de massacre, il fallait sortir dans des plaines, creuser des abris, avoir un peu de provision pour survivre. Ça a duré jusqu'en 1961, presque 62.**

Paroles d'Hommes et de Femmes

Après le napalm, rien ne repoussait ; quand on arrive dans la région de Bouira, la forêt de Bouzegza, rien ne pousse ! Rien ! Ils passaient dans les villages, ils ne laissaient rien ! C'étaient des militaires endurcis, ils tuaient des personnes comme un rien du tout.

Le voisin Laouisset

Laouisset, un voisin, avait l'âge de mon grand-père maternel ; c'était un peu le patriarche du village, il était le plus vieux. Il organisait le ravitaillement des fellaghas. Quelqu'un a vendu la mèche à l'armée française. Quand l'armée est arrivée, ils nous ont sortis, ils ont brûlés la maison avec les animaux à l'intérieur ; ils éclairaient tout avec des lumières, on se cachait partout. Ils l'ont attaché sur un poteau, on était obligé d'être là, ils nous ont emmenés. Il a été coupé en deux par une rafale de mitrailleuse ! Ça me marquera toujours... le cerveau explosé ! On avait huit, neuf ans.... Ça marque... les hommes qui échappaient à ça, on leur arrachait leurs portefeuilles, les montres... il ne restait que les vieux. Ce vieux là, il n'entendait pas bien... les grands-mères s'occupaient de nous, elles nous disaient « il n'est pas mort pour rien, il est mort pour la dignité ».

Quand les soldats arrivent...

On était vraiment des enfants de la guerre. Quand on voyait les soldats arriver, c'était la peur. Ils arrivaient avec les armes, les cartouchières, les rangers, c'était impressionnant. Dès qu'ils touchaient à notre maman, notre sœur, à une femme, on s'accrochait, ou on leur lançait des cailloux. Ils nous balançaient ! Quand on a sept, huit ans, que l'on

Paroles d'Hommes et de Femmes

essaye de protéger sa sœur ou sa mère, et que l'on prend des coups de rangiers dans les fesses... c'est l'humiliation. On les attaquait, on voyait comment ils venaient violer les femmes. Il y avait les harkis dedans, il n'y avait pas que des blonds aux yeux ou des Sénégalais... il y avait des Algériens ou des commis marocains. Ils parlaient le berbère. Ils violaient des jeunes filles qui criaient dans les maisons... il n'y avait pas d'autre choix que de prendre un fusil et se défendre, défendre sa maman, sa sœur, sa tante.

Ça passait, après on se remettait à jouer entre enfants, mais ça recommençait le lendemain. Dans nos familles on avait tous des gens au maquis, que l'armée française venait chercher ; quand ils ne les trouvaient pas, c'était la pression sur les parents, ils les torturaient. On leur disait « allez les chercher dans Djurdjura, dans les montagnes... », évidemment ils trouvaient ça provoquant. J'étais dedans, j'aidais ma grand-mère à enterrer des gens, à creuser, j'allais chercher la pioche... il fallait les enterrer.

Mes frères adolescents pendant la guerre

Mon frère Saïd était très costaud, il travaillait et habitait chez Boucaillis qui gérait les affaires de Michelère pendant la guerre. Il faisait du melon, de la pastèque, des oranges. Saïd travaillait comme receveur du chauffeur de livraison. Boucaillis étaient proches des officiels, le maire, la police ; mon frère n'a donc jamais été inquiété, chaque fois qu'ils voyaient passer le camion Boucaillis, il passait. C'est ce qui l'a sauvé. Il était entre les deux.

Paroles d'Hommes et de Femmes

Celui qui en bavait le plus est Lounès, né en 46 ; « est-ce que t'as vu des fellaghas, où est ton père, où est ton oncle... ». Il disait « je ne sais pas », il prenait des claques, il prenait des coups de pied. Il en a pris plein la gueule, d'ailleurs maintenant, il a une pension d'ancien combattant. Il a été emmené au deuxième bureau, torturé. Quand on était emmené au deuxième bureau, en général on ne revenait pas ; le lendemain c'était l'enterrement, et il n'était pas question que le village aille à l'enterrement, ils désignaient quatre, cinq personnes, c'était tout. Je ne sais pas pourquoi, mais il est revenu. **Il a pris les armes et est parti au maquis.**

L'interdiction de l'école pendant la guerre

Le FLN nous interdisait d'aller à l'école française, et les Français nous interdisaient d'aller à l'école coranique. C'était la guerre entre les deux, celui qui t'attrapait te massacrait ! Donc on n'allait pas à l'école, on allait garder les chèvres. Mon grand-père avait envoyé à l'école tous les enfants de ses fils qui étaient dans le maquis, et personne ne leur disait rien ! Nous on n'avait pas le droit ! Mon frère Lounès a été viré de l'école en Cm2, il a été obligé d'abandonner ; Saïd a été chassé de l'école coranique par les Français.

L'armée française passait avec un car pour nous emmener à l'école, et nos mères nous cachaient dans la forêt, elles nous mettaient même parfois des tonneaux de cent litres dessus. Une fois qu'ils étaient partis, on sortait.

Début 60, des années dures

En 1960, on a accompagné toutes les femmes vers la caserne militaire, on a sorti tous les drapeaux algériens. Ça reste encore dans ma tête, tous les drapeaux qui flottaient en l'air... On habitait dans la maison des Boucaillis, on s'occupait des vaches, mon père avait deux, trois vaches, on s'occupait des oliviers. Certains colons partaient, mais beaucoup sont restés jusqu'à la fin, comme la famille Michelère. A partir de 1961, ça commençait vraiment à chauffer. La ville d'Azazga était encerclée par l'armée, les colons étaient à l'intérieur. La population européenne et les Kabyles de la ville jouaient à la belote, se côtoyaient. Pour entrer dans la ville, il fallait un laissez-passer. On entrait par le sas de Tizi-Bouchen, pour avoir un bon pour un kilo de sucre, un kilo de semoule, de farine, de café ; on entrait dans la ville pour s'approvisionner chez les commerçants.

Le rôle des enfants dans la résistance

Quand on avait 15, 16 ans, on commençait par conduire des chevaux et alimenter le maquis ; on emmenait à manger, on emmenait tout ce que l'on pouvait récupérer, des chaussures... les grands-pères et les grands-mères nous envoyaient, on faisait semblant de jouer et on regardait par où arrivait l'armée française, pour alerter le maquis et se cacher.

Hamed et les sardines

J'ai retrouvé un gars de l'époque qui est devenu contremaître chez Renault, Rezezgui Hamed. Il était écolier ; il y avait des privilégiés, ceux qui étaient proches des caïds et des bachaghas avaient le droit d'aller à l'école avec les jeunes français. Le FLN passait des messages aux Algériens qui étaient à l'intérieur par son cartable d'écolier – un petit sac comme le sac d'un petit berger - . Azazga était encerclé, il y avait trois sorties contrôlées par l'armée. On n'avait pas le droit de rentrer dans le village construit par les colons, il y avait les écoles, le square...

Hamed sortait de l'école avec une boîte de sardines dans son sac, et dans chaque sardine, il y avait une balle de mitrailleuse ! Il remplissait son sac et passait tous les soirs comme ça ! Ses parents étaient décédés, il allait chez sa sœur. On l'attendait tous à la sortie de l'école pour qu'il nous apprenne ce que lui-même avait appris, nous parler de « mademoiselle », « petit ».... Un jour à un contrôle, un harki lui a donné un coup de pied dans le sac ; c'était un sac en toile... le sac a cédé, les sardines tombaient avec les balles ! Un vieux le suivait et a vu les poissons, il a ramassé les balles et lui a dit « petit, ton sac est bien percé, tu as perdu tous tes poissons. Mais t'inquiètes pas, j'ai tout ramassé ». Hamed est devenu blanc ! Il a rejoint un cousin à lui qui travaillait en France chez Citroën, il n'a jamais remis les pieds en Algérie jusque dans les années 72 ! Il avait peur !

Je l'ai retrouvé en 73 chez Renault. Je le regardais « c'est lui ! C'est Hamed ! », il n'avait pas trop changé ; quelqu'un m'a dit « oui, oui, c'est un gars de chez toi ». Je

n'osais pas trop l'approcher. Il n'était pas encore contremaître, il était chef d'équipe, moi j'étais OS. J'ai traversé la chaîne, on se regardait, il m'a dit « on se connaît tous les deux... ». Je n'étais plus gamin, j'étais barbu, frisé, tout le monde me prenait pour un Antillais !

Le drapeau algérien

La première fois que j'ai vu un drapeau, c'était juste avant l'indépendance, ma grand-mère l'avait caché. Dans chaque village les enfants et les femmes allaient manifester contre l'armée française ; toutes les femmes avaient un drapeau dans leurs robes. En arrivant au lieu de rendez-vous, elles le sortaient en criant « vive l'Algérie ».

Quand on se bat pour la liberté, on peut se battre contre des chars. On a plus de motivation quand on défend son peuple, son pays, que celui qui vient pour occuper. Celui qui n'a rien se révolte. A l'origine on avait une armée de rien du tout, on n'avait que des fusils de chasse

L'OAS

Les généraux voulaient garder l'Algérie française, ils ont donc fait un coup d'état à Alger contre le gouverneur de l'époque, ils ont créé cette armée et ont commencé les massacres, de tout le monde ! Ils disaient « la valise ou le cercueil », c'était leur mot d'ordre. C'était surtout aux alentours d'Alger. Il y a eu plus de 600 morts. Les gens couraient prendre le bateau vers Marseille.

L'indépendance de l'Algérie, juillet 1962

À l'indépendance, on est venu à Tizi-Ouzou à 37 kilomètres, pour nous, c'était le bout du monde ! On venait sur des camions qui avaient été mobilisés, et on manifestait dans la grande rue de Tizi-Ouzou. **Le seul slogan était « vive l'Algérie », avec les drapeaux. Il y avait une solidarité, tous les gens tombaient dans les bras des uns et des autres, s'embrassaient. Certains n'y croyaient pas du tout, alors que l'on voyait l'armée française rentrait vers Alger, derrière les gens agitaient les drapeaux.**

Pouvoir se retrouver

L'indépendance pour nous à 12 ans, c'était pouvoir aller en ville sans passer à un contrôle ! **On avait passé sept ans et demi sans se voir parce qu'on ne pouvait pas passer d'un village à l'autre.** Toutes les barrières avaient sauté, on allait dans la ville, au square, on jouait au football comme tout le monde. On découvrait les cafés, le bistrot de Jean-Pierre, la charcuterie de Guy... d'un seul coup on a découvert tout ce qui existait à l'intérieur, le luxe dans lequel les colons baignaient et que l'on n'avait même pas le droit de voir. Pour entrer dans la ville avant, il nous fallait le laissez-passer et pour acheter du café il nous fallait un bon. Si on avait un bon sans laissez-passer, on n'entrait pas ! Dans la ville il y avait les colons et toute la bourgeoisie. Donc l'indépendance c'était faire sauter les barrières, jouer comme tout le monde, aller au cinéma comme tout le monde, c'était la joie ! Mon père pouvait revenir en plein jour, aller au café discuter avec ses copains, il faisait les réunions avec le FLN pour voir qui il fallait privatiser ou nationaliser... il revenait avec des couffins à la maison avec du pain, des légumes, de la

viande. Les gens se retrouvaient, la vie a repris ; pendant des années il n'y avait plus eu de mariages, plus de fêtes, tout reprenait.

La joie mais la misère totale

Mais l'indépendance n'a pas gommé les différences. Ceux qui étaient aisés pendant la guerre sont restés aisés, ceux qui avaient les privilèges, comme aller à l'école, ont gardé les mêmes privilèges. Ceux qui ont souffert pendant la guerre, avec les maisons brûlées, le bétail brûlé, on est resté pareil ! Ça n'a pas changé. Les privilégiés de l'époque avaient toujours un pas d'avance sur les autres. Ils avaient tous les moyens, soit ils étaient commerçants à Alger ou ailleurs, soit, ils s'installaient en France, avec la chance d'envoyer les enfants faire de bonnes écoles, des études supérieures.

Il n'y avait rien sur le plan économique, la misère était totale. Les enfants avaient juste une petite blouse pour l'hiver. Ceux qui avaient 13, 14 ans, l'école était finie pour eux. C'était la misère. Il fallait aller travailler dans les champs ou attendre la cueillette des olives, faire du travail journalier chez des paysans. On gagnait 3 franc 50 de l'époque, par jour, c'est-à-dire moins d'un euro. On ne mangeait pas à notre faim, quand on mangeait un bout de pain c'était déjà pas mal. Certains faisaient de l'agriculture, ils avaient de l'huile d'olive, ça leur permettait un petit peu de manger du pain avec de l'huile, à certaines saisons on récupérait des fruits. Rien ne restait, on était dans des régions qui avaient été brûlées au napalm, la terre ne donnait plus rien ! On pouvait labourer, cultiver, la terre ne donnait plus rien.

Les coopérants après l'indépendance

Tout le village d'Azazga, y compris les coopérants se sont mobilisés contre l'OAS. Ils s'étaient attaqués à une voiture de coopérants ; on s'est tous mobilisés, et on en n'a plus entendu parler. Les coopérants étaient tous réunis à l'hôtel des touristes, ils travaillaient régulièrement, ils étaient protégés. Un policier français était resté pour former la police algérienne, il avait travaillé avec le FLN. Il s'appelait « j'peux pas », parce qu'à chaque fois que quelqu'un lui demandait quelque chose, il répondait « je peux pas ».

Le sort des harkis

Les harkis se battaient pour l'Algérie française, on les retrouve aujourd'hui dans le sud de la France. Il y a eu de grands massacres aussi par les Algériens à l'indépendance, les harkis en ont fait les frais. L'armée française ne les a pas protégés. Ceux qui ont pu monter dans les camions sont partis, mais les autres ils les ont repoussés « débrouillez-vous ! » ; des villages entiers ont été massacrés par des résistants. C'était une vengeance. Ils ont collaboré, ils ont fait du mal. Ils m'ont fait du mal, ils ont fait du mal à ma famille, dans mon village. Ils étaient des indicateurs, ils parlaient notre langue, c'étaient des Kabyles harkis.

Les harkis du village, juste après l'indépendance, ont rejoint la France, ils sont partis avec les Boucaillis ; ils ne les ont pas laissés. Il y en a un qui est parti dans les parachutistes à Pau. Trois harkis ont été rassemblés sur une placette, ils ont fait venir toutes les familles d'Azazga : « ce monsieur Ali a fait du mal ». Deux, trois dames ont

Paroles d'Hommes et de Femmes

dit « oui, il a tué untel ». Ils se sont faits massacrer par des coups, ils les ont emmenés en prison. Dans cette prison, il y avait des gens qui n'avaient aucune formation, ils étaient plus là pour donner des coups de crosse et se venger. La croix rouge est venue, a négocié, et les a rapatriés en France. Ils en ont vraiment bavé ! Ils demandaient : « est-ce que ce monsieur a fait du mal ? – non, non, il a fait du bien – tu peux rejoindre ta famille ». Il y en a un, Lounès, ils ont dit « il n'a pas fait de mal, mais il n'a pas fait de bien non plus ». Ils l'ont emmené en prison, puis à la frontière tunisienne, et comme il avait une petite expérience dans l'armée, il est devenu formateur.

Un Boucaillis était secrétaire particulier du colonel Amirouche. Quand il y a eu l'opération bleue de Massu, on a dit à Amirouche que son secrétaire était en relation avec les renseignements généraux français. Il a été menacé, et il s'est tiré. Il a rejoint l'armée française, il communiquait avec le colonel Hadj. Il lui a dit « reste à ta place, tu nous sers beaucoup, et à l'indépendance tu n'auras rien du tout ». Il est resté à Azazga, et effectivement, on l'a laissé tranquille. Un jour, deux sous-officiers de l'ALN sont venus le chercher, ils lui ont dit « peut-être que Mohand Oul Hadj t'a pardonné, mais nous on ne te pardonne pas ». Ils l'ont pris, l'ont emmené dans une forêt, ils l'ont traité de harki : « peut-être que je suis harki, mais je suis connu de tout le monde, mais vous les harkis cachés qui c'est qui vous connaît ?! ». Ils l'ont tué là.

L'école avec les pères blancs en 1962 à 67

A l'indépendance, il y avait neuf millions d'Algériens, et 500 étudiants pour tout le pays ! L'Algérie a créé des foyers d'apprentissage pour jeunes. On est allé dans cette école,

les enseignants avaient à peine leurs certificats d'étude. Ils devaient nous alphabétiser en français. On ne parlait pas du tout français, on ne parlait que kabyle. C'était une ancienne caserne militaire. La matinée c'était l'alphabétisation, et l'après-midi les métiers manuels, maçonnerie, menuiserie... mais il fallait d'abord savoir compter, calculer, lire, pour accéder à un métier. Je n'y suis pas resté longtemps, j'apprenais vite et j'ai rejoins les pères blancs. Les pères blancs étaient des missionnaires catholiques arrivés en Algérie avant 1830, ils sont restés après l'indépendance. A Azazga il y avait l'église, et un peu plus loin sur une crête, il y avait les chalets pour les bonnes sœurs. Les filles y allaient, il y avait l'internat, et les garçons restaient au centre d'Azazga.

Je suis allé à l'école avec les pères blancs, je ne suis pas allé à l'école primaire. Ils nous ont enseigné le français, comme dans une école laïque. Même l'Algérie n'a enseigné que le français jusqu'en 1971, il n'y avait pas d'autres professeurs ; à partir de 71 ils sont allés chercher des professeurs en Egypte pour arabiser un peu. J'ai été éduqué par le père Henri et le père Lancelot. Ma sœur Zarah a été éduquée par les sœurs blanches. On ne pouvait pas aller à l'école publique, c'était réservé aux riches. Les pères blancs ont fait des écoles parallèles, c'est vrai qu'ils nous ont beaucoup aidés, ils nous ont sauvés en quelque sorte. Je leur dois beaucoup. Comme tout le monde ne pouvait pas aller toute la journée à l'école, on était obligé d'y aller avec des horaires. Tout se faisait en français ; nous on ne parlait que kabyle, on n'était jamais allé à l'école. Aujourd'hui c'est grâce au père Henri si je peux m'adresser aux élèves comme ça. Il nous a donné un peu d'éducation, un peu de culture, un peu de savoir.

Paroles d'Hommes et de Femmes

Ils s'étaient installés à Azazga dans une église datant de 1870. Au début ils ne faisaient que la messe le dimanche, puis ils ont développé l'école pour les enfants qui n'avaient pas eu la chance d'aller à l'école primaire, de faire des études normales. Il y avait une grande école de pères blancs et sœurs blanches à Beni Yenni, et à Azazga il y avait une grande école qui formait des aides comptables, depuis le primaire. Les filles allaient jusqu'au Bepc, pour faire les études supérieures il fallait aller à Maison Carrée à Alger. Les pères blancs sont restés après l'indépendance. Le père Henri et le père Lancelot sont restés jusqu'en 1986. Le père Henri est mort très âgé, et le père Lancelot est parti en Egypte à l'âge de 62 ans. Les chalets ont fermés, les sœurs blanches sont parties à Alger à Maison Carrée. Des pères blancs ont collaboré avec le FLN pendant la guerre. Quand il y avait des blessés, ils étaient soignés par les bonnes sœurs.

Les rêves d'adolescence, découvrir le monde

Adolescents, comme on n'avait pas d'argent, il fallait travailler à côté, le weekend, le jeudi ; pour avoir un peu d'argent, s'habiller, avoir une chemise propre, un pantalon à la mode (à l'époque c'était les tailles basses). On voulait être habillés comme les gosses de riches de la ville. Notre rêve était de discuter à égalité avec eux, de jouer au football... on avait un truc, on était plus forts quand on allait se baigner dans les rivières dans l'oued. Quand ils venaient, c'était nous les chefs, les enfants de pauvres ; parce qu'on savait bien nager, on savait passer sous les racines, on savait plonger, on jetait des choses et on allait les chercher.

Paroles d'Hommes et de Femmes

Le rêve était de voir comment la vie se passait ailleurs, à Tizi-Ouzou, Alger, découvrir la ville. C'était le rêve. A 15, 16 ans, les anciens immigrés nous parlaient de partir en France, la liberté. Des jeunes étaient abonnés au magazine Salut les copains, on voyait Françoise Hardy, Johnny, Cloclo... tous les gosses de riches achetaient ces magazines et ils nous les passaient ; on passait notre temps à lire Black le rock, Zombla... on passait notre temps à rêver comme ça, mais après il fallait se rendre à la réalité, il fallait travailler.

Les jobs d'adolescents

On travaillait chez les paysans, on faisait la moisson des pois chiches, du blé, on récoltait les pastèques ; on travaillait donc dans les fermes, payés à la tâche. On récoltait le blé à la main dans certaines parcelles où les machines ne pouvaient pas passer. Maintenant on ne cultive plus de blé dans les montagnes, on cultive l'oignon, ou des choses comme ça. Il y avait aussi une autre activité importante à Azazga avec les camions de transport. On chargeait ou déchargeait les briques, le ciment, la ferraille, les fruits et légumes. On attendait les camions, et on déchargeait à la va vite. On gagnait notre casse-croûte.

Camper l'été à la plage

Ça nous permettait de nous faire un peu de pognon pour aller au mois d'août camper à la plage comme les riches. On économisait de l'argent juste pour pouvoir manger ; on y allait à pied même si on était à trente kilomètres de la mer. On traversait la montagne,

Paroles d'Hommes et de Femmes

on prenait tout à la maison, les oignons, les pommes de terre, dans un sac à dos, et on partait à quatre ou cinq à Azeffoun. On campait tout le mois d'août, comme tous les autres. On n'avait pas de tente, on avait de grandes bâches, on mettait des bouts de bois de chaque côté. Ça se passait là-dedans, on s'en fichait, on nageait comme tout le monde. On mangeait des pommes de terre à l'eau, des salades avec de l'oignon, des tomates que l'on prenait dans les jardins à côté. On ramassait dans les biens vacants.

Les loisirs

On allait au cinéma de temps en temps. C'était Eddie Constantine, les films de cow-boy, avec Johnny à l'époque. Tout de suite après on a été envahi par des films égyptiens et indiens. Quand on allait à la plage, on attendait le coucher du soleil vers 20 heures, on prenait des pommes de terre, nos parents nous donner de la galette. On arrivait à 4 heures du matin, on allait à la pêche.

Les non relations filles garçons à Azazga

On voyait les jeunes filles dans la famille, ou à l'école. Au Faj, il y avait des jeunes filles avec moi, mais il y avait une rigueur. Les filles étaient seules dans la cour, et les garçons de leur côté, mais dans la classe on était mélangés. Sortis de la classe chacun était dans son coin ; les moniteurs de sport pour les filles, à part, et les moniteurs de sport des garçons, à part. C'était un univers masculin, chez les pères blancs il n'y avait que des garçons, et les bonnes sœurs étaient dans des chalets à trois kilomètres environ. On se croisait, mais on n'avait pas de contacts. On parlait des jeunes filles, on

connaissait toutes les filles d'Azazga par leurs prénoms, on savait de qui elles étaient les filles ; mais de là à les aborder et parler avec elles, c'était impossible.

La bague de Chedia

Un jour, je suis allé au souk avec un copain, après l'école ; le souk, c'était le samedi. J'ai acheté une bague avec une photo d'une chanteuse libanaise, Chedia ; on ne comprenait pas ce qu'elle chantait, mais niveau musical, c'était un tabac ! On est descendu pour aller à la maison, on était derrière des filles qui allaient à la même école que nous ; on parlait de la bague et les filles pensaient que l'on parlait d'elles, qu'on les draguait. **Draguer, en Kabylie, ça ne se fait même pas ! C'est signer sa mort !** Elles ont couru et ont dit à leurs parents « ils nous ont embêtées, ils nous ont dit des mots » ; **quand on dit « des mots », c'est tout de suite vulgaire, mais il n'y avait rien de vulgaire.** Elles connaissaient nos prénoms et nos parents. On est arrivé à un pont, toute la famille des jeunes filles est arrivée, ils nous ont bloqués. **Tout le village s'est retourné contre nous ! On s'est retrouvé face à un comité de village, comme devant un tribunal ! C'était violent, ils sont venus avec des matraques !** Un des frères était un ami à moi, je lui ai dit « qu'est-ce qui se passe ? », il ne voulait rien dire ; c'étaient les femmes qui parlaient, elles nous insultaient de tous les noms. Mon copain a dit une maman « le temps des harkis c'est fini ! », parce que son père lui avait dit que cette femme allait à la caserne « se faire sauter ». Elles nous ont laissé partir.

Le lendemain, elles ont convoqué nos parents par les sages du village. **Mon père s'est dit « convoqué par les sages du village, mon fils a dû faire une grosse connerie. Il a dû**

Paroles d'Hommes et de Femmes

violer quelqu'un... ». Mon père est venu me voir et m'a dit « tu n'as pas eu des ennuis avec ton copain... », je lui ai raconté exactement ce qui s'était passé. Les sages ont dit « voilà ce qu'ont fait vos enfants »

J'ai répondu

« Non ! C'est pas vrai

- Tais-toi ! »

On n'avait pas le droit de parler devant les sages. Mon père, tout le monde voulait que je demande pardon, mais je n'avais pas à demander pardon, je n'avais rien fait de mal !

« Vous allez payer une amende de 50 dinars chacun !

-cette fois ci je paye, mais ne recommence pas ! ».

50 dinars c'était beaucoup pour l'époque, c'était la quinzaine.

Quand je suis allé dans d'autres villages après, je pouvais discuter avec les femmes, ça se passait très bien, il n'y avait pas de barrières. Je ne comprenais pourquoi à Azazga cela se passait comme ça, c'était pourtant une ville ouverte, il y avait beaucoup de colons. On avait des copains qui allaient au lycée à Tizi-Ouzou, et quand ils remontaient pour le weekend ou les vacances, ils nous parlaient des contacts avec les jeunes filles. Nous on restait un peu bouche bée... on n'a pas eu cette chance...

Ma génération, une génération sacrifiée

J'ai été interdit d'aller à l'école coranique comme à l'école laïque, après l'indépendance j'avais un âge qui ne me permettait pas d'être scolarisé à l'école primaire, j'ai dû rattraper ça avec le faj et les pères blancs. La génération juste derrière moi a eu la

chance de pouvoir aller à la même école que tout le monde, même si les autres avaient plus de moyens. Ils ont tous eu la même chance de pouvoir aller jusqu'au bac et à l'université. Boumediene avait fait une politique qui privilégiait les enfants de pauvres ; dans les années 70, on voyait les enfants de pauvres, comme ma famille, sortir médecins, ingénieurs etc. alors qu'avant c'était réservé à une élite. Ils ont beaucoup plus de chances.

J'ai quand même eu la chance d'être à Azazga et d'avoir le faj et les pères blancs, mais ceux qui vivaient dans des villages retirés, éloignés, devaient trouver un travail pour vivre. Ça a été une génération sacrifiée. La génération qui avait sept, huit ans en 62, a été une génération scolarisée correctement. Ils ont eu plus de chance car l'école laïque restait encore. A la fin des années 70 l'école a été arabisée, et la qualité de l'enseignement a pris un sacré coup. Aujourd'hui les jeunes scolarisés en Algérie n'ont rien, à part la connaissance de la religion. L'école après les années 80 a été une très mauvaise école. Les programmes scolaires en Algérie, c'était de l'arabe coranique, ce n'était pas de l'arabe classique ; on a arrêté en plus d'enseigner le français, on a donc formé des « monstres ».

Formateur dans l'arboriculture

Les départements algériens avaient monté des centres pour développer l'agriculture. Comme j'avais une base en français, je pouvais suivre des formations d'arboriculteurs etc. Ils m'ont envoyé dans un centre de formation pour l'agriculture à Mechtras, à 70 kilomètres de chez moi. J'ai appris le métier : on faisait de la taille des arbres fruitiers,

de la plantation, des greffes. Je suis devenu formateur par la suite. J'allais dans les villages de Kabylie et on formait les gens aux nouvelles méthodes de greffe, de taille des arbres fruitiers, de taille de rajeunissement de tous les oliviers ; avant on laissait les troncs monter donc la sève nourrissait à peine le tronc. On a appris les méthodes européennes : on stoppe le tronc et on développe les branches, les charpentières, les rameaux...

Je suis passé dans au moins cinq villages de Kabylie pour former les gens, des jeunes et des paysans âgés. On allait dans leurs champs d'oliviers, on les taillait en parapluie ; c'étaient des oliviers de 150, 200 ans, il fallait les couper et planter des pousses à côté, au bout de 1 ou 2 ans on pouvait cueillir les fruits. On ne s'est jamais vraiment occupé des figuiers, ce n'était pas une priorité.

Le service militaire, planter le barrage vert

En 68, 69, on était appelé à faire le service. On était le premier contingent, l'Algérie a commencé à prendre des appelés à partir de là. On a passé notre conseil de révision. Je me souviendrai toujours, avec un cousin du même âge que moi, on est allé à la mairie passer la visite médicale. Comme il n'y avait pas de médecin en Algérie, c'était des médecins russes. Mon cousin voulait se faire réformer, il disait « j'entends rien... », le monsieur lui parlait, il n'entendait rien. On marchait, et le médecin a jeté une pièce de monnaie sur le carrelage, mon cousin s'est retourné pour regarder ! « Bon au service ! », il a été embarqué comme moi !

Paroles d'Hommes et de Femmes

On a été envoyé à **Kalmatifo** juste à côté d'Alger, et de là ils nous ont dispersés sur des anciennes casernes militaires françaises parce qu'il fallait faire le nettoyage. On a appris très vite comment manipuler les armes. Ils m'ont envoyé à Mers el Kebir du côté d'Oran, on a nettoyé la base sous-marine qui va très loin sous la montagne. Il fallait tout dégager. Comme on était quelques uns de Kabylie, on ne parlait que kabyle et français ; ça n'a pas plu aux chefs, on a eu des sanctions, comme ça ne suffisait pas, ils ne nous ont jamais stoppés, ils nous ont envoyés dans le désert planter le barrage vert. Il fallait planter des arbres sur plus de trois milles kilomètres de long et quinze kilomètres de large. C'était une idée de Boumediene, le président de l'Algérie. On avait des bottes et toute la journée on transportait et plantait des arbres, on les arrosait.

On ne pratiquait pas le ramadan, on ne pratiquait pas la religion, on avait été élevé comme ça, c'était une manière de dire au pouvoir « faites ce que vous avez envie de faire, mais nous aussi on fait ce qu'on veut ». À chaque fois que l'on nous voyait en période ramadan manger le jour, on se faisait rappeler à l'ordre et on prenait des mois de corvées. Au lieu de faire 24 mois, j'ai fait 36 mois ! Je n'étais pas le seul, il y avait tous les gens de mon coin.

Les projets de mariage et de travail

A 18 ans, j'avais déjà programmé de me marier. On n'avait rien d'autre, il fallait trouver une femme, trouver un boulot, avoir sa petite chambre indépendante dans la maison du père, avec un coin d'eau, et faire ma vie. Ça me travaillait, mais comme j'ai été formateur, j'ai commencé à voir les choses différemment. J'avais aussi la chance d'aller

Paroles d'Hommes et de Femmes

à Blida pour passer le concours d'entrée dans la gendarmerie. C'était ça en Algérie pour s'en sortir il fallait entrer dans la gendarmerie ou dans l'armée. L'armée de terre ne m'intéressait pas, je voulais m'engager dans les commandos de Stiga ; on s'engageait pour 15 ans, et au bout de 15 ans on avait sa vie et sa carrière, c'était presque la retraite après. Quand je me suis présenté au concours à Blida, ils m'ont dit que je pouvais aller dans l'armée de terre. Ça ne m'intéressait pas. J'ai gambergé un peu, je suis allé voir dans la caserne, j'ai discuté avec des copains qui m'ont dit que ce n'était pas intéressant. Finalement je suis resté dans la formation en agriculture.

Je voyais une fille quand j'allais chez ses parents, elle habitait à quelques kilomètres de chez moi. On avait des liens de parenté par alliance. Je l'avais repérée, quand j'y allais je discutais plutôt en famille, avec son grand-père et sa grand-mère ; ils l'avaient élevée, ses parents étaient divorcés, son père était dans le maquis après la guerre il est allé en France, et sa mère s'est remariée à Alger. Donc on discutait... tout était codé, les regards... j'ai demandé à un de mes frangins de dire que je voulais bien épouser cette fille ; il était bien avec eux, surtout avec son oncle. On a un peu officialisé la chose, on s'est fiancé. Je me suis en même temps inscrit au bureau de main d'œuvre pour venir en France.

La première grève et la décision de venir en France

Je suis retourné au boulot dans l'agriculture, je formais le gens dans les villages. La richesse de la Kabylie c'est les oliviers. Il fallait faire des tailles de rajeunissement, je formais les gens de village en village. En Algérie à l'époque, on travaillait trois mois

pour toucher une paye ; il n'y avait pas d'argent, c'était comme ça. On sortait de la guerre, ce n'était pas facile. L'aïd arrivait, tout le monde ne pouvait pas acheter de mouton. A l'aïd el kebir, c'était la joie des enfants, on réunissait tout le monde, on allait chez les sœurs, les tantes, il y avait un échange pendant trois jours, on mangeait les gâteaux... à l'approche de cette fête, les salariés n'ont pas touché leur salaire. J'ai réuni les salariés « il faut absolument que l'on fasse quelque chose pour toucher votre solde et demander à toucher les arriérés ». On était ponctionné pour la Palestine, on était obligé de donner une journée de travail pour la solidarité avec le peuple palestinien, c'était prélevé sur notre salaire. On a fait grève, on est allé voir le directeur départemental de l'agriculture à Tizi-Ouzou. D'un coup il a vu son bureau envahi par tout le monde... j'étais le porte-parole de tous les anciens, je n'avais rien à perdre. Le directeur, Rachidi, je m'en rappellerai toujours :

« - qu'est-ce que vous faites !!!

-On vient chercher le solde de tous les salariés, dans quelques jours c'est l'aïd el kebir, ils ont besoin d'acheter des choses pour leurs enfants »

On a réussi à arracher le salaire des anciens, ils ont passé la fête dans de bonnes conditions. J'étais content. C'était mon premier combat face à une injustice venant d'un patron, d'un chef d'entreprise ou d'une entreprise d'état. Je ne supportais pas ça. Je suis devenu la bête noire de la direction départementale de l'agriculture. J'ai commencé à gamberger, je me disais « ce n'est pas possible de vivre sous un régime totalitaire, avec la pensée unique ; si tu ne penses pas comme eux tu es mauvais. Le peuple algérien s'est battu pour son indépendance, pourquoi il ne se battrait pas pour ses ouvriers. Les militaires prennent tout le pétrole pour eux et leurs enfants ». Le FLN était le seul parti.

Avec tout ce qui c'était passé en 68, les grandes conquêtes de la classe ouvrière française, je voyais tout ça.

Départ reporté à cause de la mort de Nasser

A vingt ans, à la mort de Gamal Abdel Nasser, je me suis inscrit au bureau de main d'œuvre. La France faisait venir de la main d'œuvre par l'ONI, l'organisation nationale de l'immigration. A l'époque pour avoir un visa, il fallait avoir un certificat de travail d'une entreprise française, comme une promesse d'embauche, et ils nous donnaient tout de suite nos papiers de résident. J'avais un oncle du côté de ma mère, qui travaillait chez Peugeot à Mulhouse. Je lui ai demandé quand il est venu « voilà tonton, est-ce que tu peux m'envoyer ce papier, ça va faciliter mon inscription... ». Il avait une fille, et dans sa tête ça tombait bien, en arrivant à Mulhouse il pourrait me mettre en contact avec sa fille. Mais moi j'étais déjà fiancé, je n'ai qu'une parole, et je respectais beaucoup mon frère. Il m'a envoyé le papier, je me suis inscrit au bureau de main d'œuvre, et ils m'ont donné le visa. Avec le décès de Gamal Abdel Nasser, ils ont reporté, ils avaient décrété le deuil, c'était le leader du monde arabe, il fallait donc faire quelque chose de grandiose. Ils ont décalé mon départ d'une année.

L'arrivée en France en janvier 1971

Un jour du mois de janvier, le frère de ma mère me dit « écoutes, tu as une bonne nouvelle, tu as un courrier, tu peux aller chercher ton visa ». Mon père m'a dit « vas-y », je n'ai prévenu personne, ma grand-mère m'a donné de l'argent pour prendre l'avion.

Paroles d'Hommes et de Femmes

C'étaient des caravelles, c'était la première fois de ma vie que je voyais un avion de près. J'ai pris l'avion et je suis descendu à Orly. J'ai demandé un taxi pour aller avenue Edouard Vaillant. Je suis descendu, j'ai payé, j'ai demandé à un gars :

« Est-ce que monsieur Amazouz Amar est là ? ».

J'étais avec ma petite barbichette, propre mais avec la barbichette.

« Amar ! Ce jeune homme vous attend, il demande après vous ! ».

Il m'a regardé :

« Mais je le connais pas ! ».

Il ne m'a pas reconnu, il ne s'attendait pas à me voir.

« Mais comment tu ne me reconnais pas !

– mais c'est pas vrai ! ».

Amar travaillait dans un garage porte de St Cloud, mais il était aussi entraîneur de karaté à la Muette. Il ne formait que les gens du showbiz de l'époque : Cloclo, Johnny... Il m'a emmené dans sa voiture, une 404 noire ; on est allé dans un restaurant. C'est la première fois que j'ai vu un chanteur Mohand Doubled, un grand monsieur de la chanson kabyle, il chantait pendant la guerre. On l'écoutait à la radio, tous les soirs sur radio Paris, pendant un quart d'heure il passait de la musique kabyle ; tous les Kabyles étaient branchés sur cette radio pour écouter ses chansons. Je l'ai donc vu, il m'a serré la main, j'étais impressionné, mais il m'a mis à l'aise.

Il faisait très, très froid. Dans ma valise, il y avait un tricot d'hiver que ma sœur m'avait tricoté, en laine ; un pantalon en velours, un levis ; ma mère m'avait donné des trucs à manger pour mon frère. J'avais promis à ma fiancée que je venais pour travailler, que je n'allais pas faire comme les immigrés et vivre là-bas tout seul « je travaillerai et je

viendrai te chercher, je ne te laisserai pas une seconde derrière moi » ; mais j'avais aussi un côté jeune, découvrir les boîtes de nuit, découvrir tout ce qu'on lisait dans « salut les copains », de temps en temps il y avait « Paris Match ».

La découverte des premiers jours

En arrivant, mon frère m'a tout de suite trouvé une chambre de bonne dans le XVIème au 7ème étage en montant par l'escalier de service ; je pouvais avoir une chambre tout seul, de l'eau, alors que les copains que je voyais à Levallois-Perret étaient chez les marchands de sommeil algériens. Ils louaient des chambres pour 4, 5, 6 personnes. Ils étaient entassés dedans, et le soir à la fin de leur journée de travail, pour rentrer chez eux il fallait qu'ils passent dans le café pour consommer et prendre le courrier. J'étais privilégié par rapport à eux, grâce à mon frère qui avait des relations dans le XVIème.

Amar m'a dit de prendre quinze jours pour découvrir le froid. Il m'a envoyé chez mon frère Mohand qui habitait à Creil ; il était marié à une Française, Jeannine, il avait des enfants Christine, Arnaud, Sandrine, Cyril. « Tu vas là-bas, tu te reposes, je viendrai te chercher le weekend, tu vas découvrir ce que c'est, tu vas venir Porte de Clichy rencontrer les gens du village, tu vas trouver tous tes copains ». Effectivement j'ai retrouvé plein de copains, chacun me disait « est-ce que tu viens pour travailler ? – oui, oui, il faut que je travaille ». L'argent que me donnaient mes frères, je le dépensais dans des habits classes. Ils pensaient que je le dépenserais à droite, à gauche, mais non, c'était pour m'habiller.

Travail dans le bâtiment

En mars, j'ai travaillé chez Rosso, une boîte de bâtiment. Mon frère était monteur de grues. Je nettoyais les fins de chantier, j'ai fait le manœuvre. Un gars, Jeannot, m'a dit « tu vas pas faire ça, je vais te former comme bétonnier ». Je suis devenue bétonnier, tout le monde était content. Il m'a dit « bon, il y a trop de poussière, je ne vais pas te laisser là, je vais te former comme grutier ». J'ai travaillé comme grutier, il était content ; je gagnais beaucoup plus, je gagnais pratiquement comme un maçon. On faisait des heures, ça m'embêtait de faire des heures supplémentaires, je n'aimais pas trop. J'aimais bien ma liberté, sortir, retrouver les copains... j'ai fait des chantiers à Maisons-Laffitte, Louveciennes, Hyères, Montgeron... **Grutier me plaisait bien. Il y a eu une tempête à Montparnasse en 1972 qui a fait tomber toutes les grues de la région parisienne. Je suis arrivé le matin, j'ai vu ma grue avec la flèche enfoncée dans la terre, pliée en deux.**

Montgeron était mon dernier chantier ; il y avait un chef de chantier, Kiki, il voulait me faire travailler avec des projecteurs. J'ai dit :

« C'est hors de question !

— c'est ça ou la porte !

- Bon c'est la porte, merci ! Donnes moi mon compte, je m'en vais ! ».

Et je suis parti comme ça. **Après le bâtiment j'ai fait un tour en Suède, mais il faisait encore plus froid, j'ai dit « non, non ! Je vais retourner un peu dans le sud ! ». J'aurais pu travailler dans une pépinière en France, mais il faisait tellement froid. Je suis reparti en Algérie et je me suis marié.**

Le mariage en 1972

Quand on laisse sa fiancée derrière soi, c'est très difficile de penser au retour, au mariage ; je ne voulais pas vivre la vie que mes parents avaient vécue ou que les autres émigrants vivaient. Ils venaient vivre ici un an ou deux, puis retournaient au pays un mois ou deux, etc. Je ne pouvais pas supporter ça.

Je me suis marié le 24 août 1972, et au mois d'octobre je suis venu en France avec ma femme. Chez nous, le mariage dure deux jours. L'après-midi on invite beaucoup de monde, le soir on fait la fête, le lendemain on va chercher la mariée, on fait la fête, et le soir c'est terminé. Mon frère m'avait trouvé un appartement, un studio à Creil. Mais de Creil pour venir travailler chez Renault, c'était pratiquement impossible. C'était la galère. Donc mon frangin m'a trouvé une chambre de bonne à la porte d'Auteuil. Il y avait de l'eau, mais les WC étaient dans le couloir, comme toutes les chambres de bonne.

Ma femme en France

Mon épouse ne parlait pas français, elle n'avait pas été scolarisée. Son père ne s'était jamais occupé de sa fille, donc son grand-père la laissait à la maison comme il faisait avec sa fille. Elle a été à l'école un an peut-être, car elle a fermé. Il aurait fallu aller à Azazga, mais c'était à trois kilomètres à pied ; il était hors de question que deux jeunes filles fassent ce chemin seules. Un jour, ma belle sœur a entendu une chanson dans un supermarché de Creil, d'Idir « A vava Inouva », c'était vraiment à la mode en France ;

Paroles d'Hommes et de Femmes

ma femme lui a fait comprendre que c'était du kabyle : « tu comprends cette musique ? ». Elle a acheté le 45 tours, et a dit à mon frère « tiens, je vais te faire une surprise... ». Elle l'a mis le disque « mais c'est pas du kabyle ça ! ». Il ne comprenait pas beaucoup lui ! Ma femme lui a expliqué... il était venu très tôt en France, et avait baigné dans un milieu où il n'y avait pas de Kabyles, donc il a mis de côté tout ce qu'il avait appris, comme il ne le parlait pas du tout.

L'oncle de ma femme venait la voir de temps en temps, et on avait une cousine qui habitait place Saint-Denis. Quand on est venus sur Paris, je lui ai appris le français. Elle avait déjà appris beaucoup de choses avec Jeannine et sa fille Christine. En 1974 elle est tombée enceinte et a accouché de ma fille. Jeannine s'en est beaucoup occupée. Tout de suite après elle a eu des problèmes à la vésicule ; elle est tombée sur des pieds noirs à l'hôpital qui se sont très bien occupés d'elle. Elle a appris très très vite. Tous les soirs je lui donnais une heure, une heure et demie de cours, pour lui faire déchiffrer des choses, comme ce que m'avaient appris les pères blancs. On est arrivés à Paris en 74, à la naissance de la petite, vers le mois d'octobre, 39 rue Poussin dans le XVIème, porte d'Auteuil. On prenait l'escalier de service avec notre bébé ; on avait une concierge espagnole super sympa. On s'est familiarisé avec elle, c'était une fille vraiment magnifique, Maria ; elle était là avec son mari et son fils.

Intérimaire chez Renault sur l'île Seguin

Je suis resté quelques jours sans travailler. J'étais déjà marié. Je suis allé dans une boîte d'intérim à Strasbourg Saint-Denis, ils m'ont dit « on a du travail pour vous mais dans

Paroles d'Hommes et de Femmes

l'île Seguin chez Renault sur les chaînes – on y va ! ». J'avais deux cousins qui y travaillaient, quand je les voyais le weekend, ils étaient comme des ministres ! Moi j'avais les mains abîmées, je montais dans la grue avec le froid, et quand je les voyais... l'un des deux étaient marié avec une Française, tout le monde l'appelait « tata Marcelle », il était arrivé dans les années 50 ; il avait une Renault 6, c'était magnifique ! Quand il me parlait de Renault, c'était quelque chose ! Je me disais que je n'arriverais jamais à rentrer dans une entreprise comme ça, c'était trop beau pour moi !

Ils nous ont emmenés dans une estafette, on est arrivés sur l'esplanade de l'île Seguin, l'estafette s'est arrêtée, on est descendus ; on a fait les papiers au bureau d'embauche, et une voiture nous a emmenés à l'infirmerie centrale passer la visite médicale, l'estafette nous attendait dans la cour et nous a emmenés sur l'esplanade et nous sommes allés vers les chaînes. C'était impressionnant de voir les voitures, les pièces circuler... je n'avais jamais vu une usine comme ça ! Ça m'a évidemment impressionné ! Ce qui m'a le plus impressionné, ce sont les Fenwick qui allaient très vite, avec des bennes, ils soulevaient plein de pièces. J'ai levé les yeux et j'ai vu les portières circuler dans le ciel de l'île Seguin ! C'était une chaîne qui transportait des ailes, des capots, des portières... **il fallait travailler sur la chaîne en bas. On m'a donné un bleu, des chaussures de sécurité, et on m'a dit « voilà votre régleur, voilà votre chef d'équipe, voilà votre contremaître, voilà votre chef d'atelier ».**

Un Antillais qui travaille bien

Monsieur Durochas nous a accueilli, il a appelé un chef d'équipe, il nous a dispatchés. J'avais des cheveux frisés et la barbe fournie, mais j'étais maigre... à côté de moi j'ai entendu parler kabyle ; il m'a appris le poste de travail en français, personne ne savait que j'étais kabyle. Il m'a expliqué ce que j'avais à faire à sa manière, il me montrait tous les gestes : monter le démarreur, la dynamo, c'était l'époque de la 4L. J'ai appris le poste, je pointais, personne ne savait qui j'étais, au bout d'une semaine, un gars a dit en kabyle « dis donc t'as vu, l'antillais, il apprend vite ! ». Je n'ai rien dit !

J'étais intérimaire, j'étais là pour remplacer les gens partout. Ils m'ont donc emmené sur la grande chaîne de montage. J'ai appris vite tous les postes de la chaîne. Gallichet le contremaître m'a dit :

« Est-ce que ça vous intéresse d'être embauché chez Renault ? Vous connaissez quelqu'un chez Renault

- oui
- comment il s'appelle ? »

Je n'ai pas donné le nom de mon cousin, il y avait un gars qui était à l'époque chef d'équipe.

« Oui, je connais Rezezgi Hamed

- mais c'est quelqu'un de très bien ! Fallait me le dire ! ».

Je suis resté un peu modeste. Je n'étais pas chaud, parce que c'était un travail en équipe... le soir je regardais si je voyais quelque chose de mieux, mais il n'y avait pas,

alors j'ai dit « je prends ». Je voulais faire une formation de taxi, mais finalement j'ai dit ok à monsieur Gallichet. Il m'a embauché tout de suite. Il a été voir Rezezgi :

« J'ai embauché ton copain ! »

Il était fier ! Rezezgi m'a regardé, avec la barbe :

« Vous vous appelez Amazouz ?

- oui
- Areski ?
- oui

On s'est reconnu. Les Kabyles autour de moi disaient « tiens, l'Antillais il connaît le Kabyle ! ». Hamed était le seul chef d'équipe immigré, on discutait, il a demandé des nouvelles de la famille, il m'a montré où il travaillait au premier étage de la sellerie. Tout ce que je voyais autour de moi c'étaient des Algériens qui étaient là depuis huit ans, quinze ans, toujours au même endroit, toujours les mêmes gestes... je me suis dit « je vais devenir fou ».

L'Antillais devient Kabyle

Je suis allée voir ma belle-sœur Jeannine pour son anniversaire, on avait une bonne fête le soir, on s'était bien, bien soignés ! Elle avait fait une bêtise, elle m'avait mis du chewing-gum partout ! Sur tous mes cheveux ! Elles ont pris les ciseaux, mais ça n'allait pas ! Il y avait des trous partout ! J'ai dit à Jeannine « tu vas me payer le coiffeur ! ». J'y suis allé, le coiffeur m'a tout enlevé ! Je suis arrivé à mon poste de travail, le régleur est passé et a dit « Amazouz est absent aujourd'hui, il est remplacé par un intérimaire ». C'était moi l'intérimaire ! Il ne m'avait pas reconnu ! Les copains me

regardaient « c'est lui, c'est pas lui... - ben oui c'est moi ! J'suis pas absent ! ». Je ne ressemblais plus à un Antillais. Un délégué, Hadjaz, était originaire du côté d'Azazga, il était blond aux yeux bleus ; il a commencé à parler en kabyle et il est venu directement me parler en kabyle. J'ai répondu. Les copains m'ont dit « mais ça fait combien de temps que tu travailles, et tu ne nous l'a pas dit ! – j'ai écouté toutes vos bêtises, tout ce que vous disiez sur moi ! ».

Le travail à la chaîne

La chaîne, c'est un travail répétitif. Si vous travaillez à un poste, vous faites le même montage ; par exemple le bras de roue est monté une voiture sur deux. Vous montez ça toute la journée, toute la semaine, tout le mois, toute l'année. Vous pouvez rester à ce poste là pendant 15 ou 20 ans. Si on montait une portière, on montait les portières 42 voitures par heure. On devenait des automates. Les gens qui travaillaient à la chaîne n'avaient pas droit à des formations pour faire des plans de carrière. On était condamné à rester OS à vie. On avait besoin de main d'œuvre pour sortir les bagnoles. Quand on sortait quelqu'un de la chaîne, c'était pour le mettre au contrôle ou à la sécurité. Très peu de monde passait régleur ou agent de maîtrise. Le mieux que l'on pouvait espérer, c'était être PIF, la fabrication ; c'est-à-dire être capable de faire vingt postes sur la chaîne, pour remplacer les gens malades, aux toilettes, ou absents. Ce n'était pas un métier valorisant, ça ne donnait rien, peut-être 50 francs de plus par rapport à celui que ne bougeait pas de sa place, mais c'est tout, ça ne donnait aucune qualification. Rester OS à vie ne m'intéressait pas.

La main d'œuvre, des immigrés

A Boulogne Billancourt, il y avait 51 nationalités. Ils se croisaient le matin sur l'esplanade de l'île Seguin, ils se disaient bonjour dans toutes les langues. A l'île Seguin quand je suis arrivé, il y avait quelques femmes qui travaillaient à des postes de préparation, c'était des Françaises. A la chaîne il y avait essentiellement des Algériens, des Marocains, Sénégalais, Maliens, Espagnols, Portugais, les Yougoslaves après, les Laotiens sont arrivés dans les années 76, 77. La main d'œuvre directe ce n'était que des immigrés. On travaillait en équipe, de 6h35 à 14h35, avec une coupure de 40 minutes pour manger et deux pauses de 10 minutes. Quand je suis arrivé, j'ai trouvé énormément d'Algériens à la chaîne, de Marocains, Sénégalais, Maliens, puis les Yougoslaves, les Laotiens et les Cambodgiens sont venus après.

La solidarité entre les ouvriers

Quand on arrivait chez Renault, les autres nous disaient « si tu n'y arrives pas tu m'appelles, ne dis rien au chef ». Ils nous emmenaient à la cantine, on se lavait les mains rapidement, une serveuse venait et prenait les commandes... pour tout ça, il y avait une solidarité. Dans le travail, ils étaient capables de faire le travail que l'on faisait pour nous aider, ils se mettaient à deux ; on pouvait comme cela aller faire nos besoins ou voir un copain au premier étage... il y avait une solidarité comme pas possible entre les ouvriers.

Des Bretons et des Pieds noirs dans l'encadrement

Dans les chefs, il n'y avait que des Français en dehors de Rezezgi ; beaucoup de Bretons. Ils étaient régleurs, chefs d'équipe, etc. Les remplaçants sur chaîne étaient évidemment des ouvriers d'origine immigrée. J'ai besoin avec beaucoup de pieds noirs chez Renault ; j'ai connu C..... de Kabylie, il était chef de département, mais c'était quelqu'un de dialogue ; il y avait Chalonde, chef de département, originaire d'Oran, je lui ai sauvé la vie : quand on a fait une grève, il est venu, il se croyait plus important, les gars sont arrivés avec des barres de torsion, je me suis mis entre les deux et j'ai dit « tirez-vous », jusqu'à aujourd'hui il m'est très reconnaissant. J'en ai connu un qui était chef de paie, il venait de Tizi-Ouzou. Il n'y avait pas des masses de pieds noirs, c'étaient énormément de Bretons dans l'encadrement. Les Bretons étaient venus après guerre, ils s'étaient installés rue Vaugirard, les enfants allaient à l'école. Sur 11 000 salariés, je peux compter le nombre de chefs d'équipe d'origine immigrée : en 74 1 Algérien et 1 Marocain, au département 12, 1 Algérien. On a subi des discriminations, raciales parfois, mais surtout professionnelles et salariales. Quand un salarié est dans une entreprise, il a le droit de progresser comme tout le monde, il a le droit d'avoir un plan de formation comme tout le monde.

Le projet de rester en France

Je n'ai jamais eu l'idée de retourner en Algérie. J'ai mené une bataille contre Stolerue et Desjoudes quand ils ont mis en place « prends 10000 balles et casses-toi » dans les années 70. Entre Kabyles on était organisés en comités de village pour envoyer les

défunts, on faisait des réunions régulièrement ; les gens posaient la question du retour au pays avec les enfants ici, et je leur expliquais tout le contraire. L'Algérie après 78 n'était pas un pays prospère qui se développait, c'était un pays qui chutait. J'ai mené un bagarre là-dessus avec des copains, aujourd'hui ils me disent « oui t'as eu raison » ; mais certains ont sacrifié leurs enfants parce qu'ils sont rentrés au pays. Mon projet était d'avoir un logement, d'éduquer mes enfants et de leur donner le meilleur de ce que je pouvais leur donner. Ce n'était pas du tout de retourner au pays.

La découverte du syndicalisme

Ce qui m'a révolté chez Renault, c'est de voir des papis travailler vingt ans, vingt-cinq ans, sur le même poste de travail, répéter les mêmes gestes, et ne bénéficier d'aucune formation. Je trouvais que c'était une injustice criante à leur égard. Je travaillais avec Aït Amadouche au rez-de-chaussée, je faisais du de frein, lui faisait de la retouche, il ne savait pas ce que j'étais, moi je pensais que c'était un Portugais. Un jour je l'ai vu prendre deux outils et jouer de la musique kabyle, je me suis dit « c'est pas vrai, c'est un Kabyke lui ». Il y avait un Tunisien entre nous, donc il ne s'exprimait qu'en français. J'ai parlé à lui, son village à vol d'oiseau se trouve à trois kilomètres de chez moi, il est du versant de Michelet. Je lui ai parlé de toutes ces injustices, il m'a dit « tu sais mon père est parti d'ici avec une retraite d'OS. Regarde je fais des efforts, j'ai un CAP d'ajusteur, je vais au cours, je continue à faire des études de dessin industriel, et je suis toujours à la chaîne comme toi ». Je commençais à râler un peu. Il y avait un délégué, un prêtre ouvrier, un prêtre défroqué, Champs, il travaillait à la chaîne, mais il était engagé syndicalement à la CGT. Tout de suite quand on a commencé à parler avec Aït

Paroles d'Hommes et de Femmes

Amadouche, l'encadrement nous a séparés, ils ont dit « Amazouz tu montes au premier étage au carrousel ». Mais on se retrouvait toujours à la pause.

Un jour Daniel Bonnechère est venu, un défroqué aussi ; sa femme Michèle Bonnechère a écrit sur le droit du travail, elle enseigne à Evry, elle a suivi l'affaire des serments de Vincennes avec Mitterrand. Avec Daniel, on est devenu très ami, il s'occupait de l'activité syndicale dans l'île Seguin, il nous a dit « pourquoi vous ne vous présentez pas ? ». Je me battais, j'avais des convictions, comme en Algérie, mais je n'y avais jamais pensé. Je n'avais pas de formation syndicale, j'avais la volonté de me battre, de porter haut les revendications des gens, je lui ai dit « bon, vas-y, mais faut m'aider ». Daniel est un homme très bien, il est allé voir le syndicat et a dit « j'ai trouvé deux personnes, Aït Amadouche et un jeune, né en 49, il s'exprime bien, il n'a pas peur de parler devant les gens ». J'ai été présenté au premier étage et Aït Amadouche au rez-de-chaussée.

Le choix de la CGT

J'ai choisi d'être candidat à la CGT, parce que la CGT avait un passé avec la guerre d'Algérie. Elle était très impliquée dedans, elle s'est battue pour la liberté et la paix en Algérie. Des jeunes de 16 ans sont morts boulevard Charonne parce qu'ils ont manifesté pour l'indépendance de l'Algérie. La CGT c'était le combat pour la justice sociale contre toutes les formes de discriminations.

Premières élections syndicales

Quand j'ai été officiellement candidat, j'ai eu les pressions du chef d'atelier, du chef de groupe etc. « Tu perds ton temps là-dedans... qu'est-ce que tu vas faire... tu ferais mieux de faire des études », Amadouche disait derrière « moi je fais des études, et je suis toujours OS ! ». Un copain avait une commission de chef d'équipe, il était toujours OS ; un autre avait passé une commission de chef d'atelier, un mec très cultivé, il restait toujours cariste ; il y avait un Malien, professeur d'université qui s'était sauvé de son pays pour des raisons politiques, il était toujours sur un quart... Il y avait des pressions, ils m'ont envoyé Rezezgi :

« Areski, je sais que tu n'as peur de rien, j'aurais dû m'occuper de toi bien avant pour que tu fasses autre chose que ça ; si tu veux être régleur, tu viens dans mon atelier, promis je te prends sur ma chaîne...

- Hamed, tu es mon pote, je t'aime bien mais quand je prends un engagement, je ne recule jamais, je ne veux pas trahir ma parole, c'est fait maintenant, c'est engagé ».

Quand je donne ma parole à quelqu'un, je vais tout droit. Tous les copains, Marocains, Tunisiens, Algériens, Yougoslaves, Portugais, Espagnols, Français, qui étaient sur la chaîne, m'ont dit « ouais vas-y Areski, on est là avec toi ! ». J'ai été élu à plus de 83% dans ma chaîne.

S'engager pour les travailleurs

Ce qui m'a vraiment amené au syndicalisme, c'est de voir des injustices, qui tous les matins me sautent au visage. Quelqu'un qui va te dire « ça fait vingt ans que je fais le même travail, je n'ai pas progressé ». Je savais que je prenais un risque à m'engager devant les gens, à les représenter dignement. Il y a des risques, quand on prend la parole devant les gens on s'engage, il y a un engagement, on ne revient jamais en arrière parce qu'il y a tous les gens derrière qui surveillent, qui regardent : vos rapports avec la direction, si vous faites des comptes rendus, ce que vous avez fait... on attend de vous beaucoup de choses. Ça pèse sur les épaules, mais on est obligé de rester en contact en permanence avec les gens, c'est notre soutien s'il nous arrive quoi que ce soit avec la direction, ce sont eux qui nous défendent. En même temps, on est obligé de leur dire les choses que l'on n'est pas arrivé à régler. Par exemple je n'ai pas réussi à régler le problème de la formation des OS. Pourtant c'était mon objectif.

Je me suis aperçu après que ce n'était pas la priorité des syndicats de revendiquer la formation pour les OS. Pour les OS on demande une augmentation de salaire, pour les immigrés on leur demande s'ils ont besoin d'un congé sans solde pour rester un mois de plus avec leur famille, les défendre pour obtenir un logement, ça se limitait à ces choses là. Alors que quand on parle de l'insertion de l'immigration, c'est par la formation que l'on insère les travailleurs immigrés dans la société, ce n'est pas en les contenant dans les postes ingrats. Quand on s'engage devant les travailleurs, on a envie de faire beaucoup de choses.

Le poison de tout le monder

L'engagement c'est donner sa parole. C'est s'engager auprès des travailleurs pour porter devant la direction leurs doléances. Avec le danger de ne plus avoir d'évolution de carrière, plus rien. J'étais conscient que je prenais de gros risques, j'ai mis une croix sur ma carrière. Quand on s'engage dans un syndicat comme la CGT, quand on a envie de défendre les gens les plus défavorisés, ça dérange la direction, comme ça dérange le syndicat ; quand il y a des valeurs à défendre, on devient un poison un peu pour tout le monde. Les syndicats veulent bien faire du papier pendant les élections pour faire de bons résultats, mais quand on les emmène sur des terrains de lutte, pour dire concrètement maintenant qu'est-ce qu'on fait en termes de formation pour les OS, pour le sortir de là, pour obliger la direction à leur donner un emploi en fonction de leurs compétences, ça dérange beaucoup de monde. Je suis devenu le poison de Renault. J'ai subi sept demandes de licenciement. La première en février 87, deux ans après la grande grève que j'ai organisée pour ne pas rester OS à vie.

En 75-80, Renault commençait déjà à déshabiller les secteurs de professionnels, les machines outils etc. cela a été acheté par des Italiens et des Allemands qui ne font que de la machine-outil aujourd'hui, que des biens d'équipement. Alors que l'on avait monté une usine de 110 000 salariés, c'était Renault Machine Outil, RMO. C'est là que Daniel Bonnechère travaillait, avec Georges Schmidt, un des plus brillants techniciens. Quand madame Cresson est arrivée comme ministre de l'industrie au premier mandat de Mitterrand, elle a fait fermer cette entreprise.

La grève de 75, les oiseaux de Billancourt

C'était une grève pour une augmentation de salaire et de coefficient. A l'époque, il y avait plusieurs coefficients, de 155 à 175. La grève s'est déclenchée au premier étage, carrousel mécanique, ils étaient 16 ou 17 militants à animer la grève. Renault a décrété le lock out ; ils nous ont envoyé au chômage. Des gens ont soutenu la grève, mais ce n'était pas la masse. La direction a procédé au licenciement de 14 militants qui avaient animé la grève. Quand il s'agissait de délégués protégés, la demande de licenciement passait par l'inspection du travail, mais quand il s'agissait de salariés non protégés... c'était le cas des 14... les 3 délégués ont été réintégrés, mais les autres, 14 animateurs des chaînes, ont été licenciés sur le champ. Le lock out a duré deux semaines, on venait tous les matins voir s'il y avait du boulot ou pas, on repartait à la maison, car c'était toujours agité, il pouvait se passer n'importe quoi à n'importe quel moment. Ils ont essayé d'animer la lutte à l'extérieur de l'usine, ça n'a pas marché. Malheureusement, à l'intérieur ça n'a été suivi que par un secteur, le ponçage, département 7445. Il y a eu la reprise du travail, reprise des activités, et les copains se sont retrouvés dehors. Le comité d'entreprise, géré par la CGT a réintégré les 14 personnes, embauchés comme salariés du CE.

Les 14 militants étaient tous des travailleurs immigrés. Avant 71, pour se présenter aux élections du CE, il fallait être français et savoir lire et écrire. Les événements de 68 ont fait bouger les choses, et à partir de 71, les travailleurs d'origine étrangère avaient le droit de se présenter. Lors des élections des délégués du personnel en 71, un copain, Messous, parlait français ; Renault pensait qu'il savait lire et écrire, il a été élu DP. Un

jour lors d'une réunion, il fallait écrire « lu et approuvé », il ne savait pas l'écrire ; la loi est passée juste à ce moment, et il a pu continuer à militer comme délégué du personnel jusqu'à sa retraite en 92.

A la cantine, il n'y a jamais eu de repas pour les Musulmans. *De temps en temps ils faisaient du couscous.* Ils ne mélangeaient pas.

Les différences de traitement selon les origines

Chez Renault, quand on avait un coefficient, que l'on soit Pierre, Joseph ou Hamed, c'était le même salaire. Mais les promotions n'augmentaient pas à la même vitesse. Un Français pouvait travailler un an ou deux, puis il passait régleur, il faisait une formation il devenait chef d'équipe, ou allait dans le tertiaire ou le secteur professionnel. Il y avait des différences de traitement entre les Portugais, les Espagnols, les Maghrébins, les Yougoslaves et les Noirs. Les Portugais et les Espagnols qui ne parlaient pas aussi bien français que les Maghrébins, par exemple, ils passaient régleurs, chef d'équipe ou contremaître, et les Maghrébins qui faisaient des efforts de formation restaient OS à la chaîne.

Il y avait plusieurs raisons : ils construisaient l'Europe, il fallait donc tirer les européens vers le haut ; il y avait peut-être un problème culturel entre Chrétiens et Musulmans, mais les Yougoslaves ont subi la même chose que les Maghrébins et les Noirs. On demandait à ce que les gens soient traités sur le même pied d'égalité. Mais le syndicat ne voulait pas opposer une catégorie contre une autre. Même syndicalement les

Portugais et les Espagnols étaient favorisés. A la CFDT, ils avaient des postes à la direction du syndicat, ils avaient des privilèges.

L'impact politique dans les syndicats

Les Portugais se sont battus jusqu'au 25 avril 75, tout ce qu'ils demandaient comme moyen de lutte pour la démocratie, était donné par le syndicat : formation syndicale, militantisme... Quand je suis arrivé, les Espagnols commençaient à partir, à quitter la France ; syndicalement, ils étaient plus politiques, plus dans le PCF, ils avaient aussi des moyens. Mais nous quand on demandait d'aider les Algériens contre le régime de la pensée unique, on n'avait rien ; Georges Marchais discutait directement avec Boumedienne, il était hors de question de donner des moyens aux Algériens qui s'opposaient à la politique de Boumedienne.

En France, je connais des Algériens organisés dans le parti de l'avant-garde socialiste, le PAGS. Ageress, un monsieur qui a maintenant autour de 80 ans, était contre la pensée unique ; quand ils n'ont gardé que le FLN en Algérie, il est venu en France et s'est engagé dans ce parti, il est devenu la bête noire du parti communiste français alors que c'était un militant. Le comité central du PCF avait des relations directes avec le FLN, Georges Marchais rencontrait Boumedienne quand il voulait. A la CGT, il ne fallait pas faire des choses comme cela. On est même parfois devenu des pestiférés, parce qu'on ne pensait pas la même chose sur l'Algérie. On était contre la pensée unique, j'ai milité, je me suis battu là-dessus. Quand on arrivait à la CGT, il nous regardait bizarrement. Ils pensaient que le régime de Boumedienne était le régime du PC, mais ça n'avait rien à

voir ; c'était un régime bâtard sur le plan économique, social, la corruption a continué... Même si on partageait des choses avec lui sur la scolarité des enfants par exemple.

Ça s'est arrêté à la première visite de Chadli, vers 84. Il est venu ici comme un « connard », il s'est fait manipulé par Mitterrand, et ça a créé un désordre, un chaos économique en Algérie. Même les communistes en Algérie mangeaient dans la gamelle.

La lutte des classes et la lutte des places

On a une arme fatale, on est les syndiqués les plus nombreux. Quand sur une chaîne comme au premier étage, il y a 80 syndiqués, on pèse lourd. On dit « ma section syndicale s'est réunie, voilà le message ! », là on pèse lourd. 80 syndiqués qui parlent, ça pèse ; 80 + 80 + 80, au département 12 comme au département 74, lors des votes dans les ateliers, on faisait jusqu'à 83%, à la peinture on montait jusqu'à 85% de votes pour la CGT, ça pèse ! On veillait toujours sur le renouvellement syndical, c'est ce qui faisait notre force. On s'imposait avec ça, sinon on serait passé par la fenêtre il y a longtemps. J'ai été marqué par un secrétaire syndical, qui m'a vraiment formé, j'ai un très grand respect pour lui, Roger Sylvain. Pour moi, c'est le monsieur du syndicat ; il y croyait, il m'apprenait ce qu'est le syndicat, la lutte des classes. Ceux qui sont arrivés derrière, c'était la lutte pour des places ! Pour aller à la fédé, la confédé, leur carte bleue, leur voiture... on les voit maintenant : Fournier, Rouger, Pinato ! Ils sont venus pour se faire des places ! Roger Sylvain, lui, m'a appris ce qu'était la lutte des classes, c'était un homme intègre, honnête.

La grève de 81, pour ne pas être OS à vie

En 76, on était 4 000 syndiqués. Le gros bastion des syndiqués, c'était les professionnels ; quand les professionnels ont commencé à partir dans le tertiaire, le bastion était l'île Seguin. On a vraiment fait un carton. Dans les années 80, j'étais secrétaire syndical dans l'île Seguin. En 81 on a fait une grève pour ne pas rester OS à vie : permettre à chaque salarié de suivre une formation pour s'insérer dans la société, dans son travail, parmi ses copains. J'ai travaillé pendant longtemps, documents à l'appui ; il y avait de l'argent prélevé sur la masse salariale servant pour la formation dans les entreprises, mais c'était toujours les mêmes qui en profitaient : l'encadrement, jamais la main d'œuvre directe. Ça m'a révolté, j'ai donc fait un travail sur l'île Seguin et j'ai eu un écho favorable parmi les ouvriers. J'avais préparé ça dès les années 70 : ne pas rester OS à vie, chaque travailleur OS doit avoir une formation, doit évoluer dans l'entreprise. J'ai fait grandir ça dans le comité exécutif du syndicat, ce n'était pas l'ambition de la CGT. Le secrétaire général ne faisait pas de cette revendication une priorité. Il fallait de la formation, sur la base du volontariat, bien sûr.

On a fait 31 jours d'occupation, c'était très médiatisé. Un jour ça a éclaté dans l'île Seguin, j'ai fait arrêter les chaînes, on a soudé les portes, on a occupé. Au bout d'un mois, Michel Sertano qui était secrétaire général du syndicat avec Mokhtari a fait une négociation un dimanche ; la section communiste était très forte à Billancourt, Georges Marchais a demandé à Mokhtari d'arrêter cette grève pour ne pas empêcher les ministres de la gauche de faire leur programme. Hadjes est venu me chercher et m'a dit :

Paroles d'Hommes et de Femmes

« Il faudrait absolument que tu parles, parce qu'il y a une négociation avec Pénier et Audard (les patrons de Renault)

- il est hors de question de discuter avec les patrons sans la présence d'une délégation de salariés, ils vont nous fusiller les copains si on fait ça ! ».

Après cette grève, certains ont été virés de l'île Seguin parce qu'ils avaient trahi les gens. Je suis resté, j'ai pris des crachats, j'ai pris des risques, des menaces de mort parce qu'ils pensaient que j'étais parmi les gens qui avaient trahi leur grève. J'ai pris toutes les menaces, mais je suis resté et j'ai expliqué ma ligne. Après les gens m'ont pardonné. Sertano et Mokhtari ne pouvaient pas entrer dans l'île Seguin, ils auraient été massacrés ! J'ai risqué ma peau plusieurs fois dans ce coup là.

La trahison des délégués

Ils ont négocié quand même. On s'était battu pour la formation, on commençait à aboutir... la direction a commencé à parler d'une augmentation de salaire de 700 francs pour tous et de l'organisation d'une formation qui s'appelait « la polyvalence et la multivalence », mais ça ne donnait aucune qualification ! On ne s'était pas battu pour ça ! 700 francs à l'époque c'était quelque chose, mais ça ne donnait pas un métier ; si on quittait Renault, on n'était rien ! Si on partait avec un savoir-faire, en quittant Renault on pouvait travailler ailleurs, en rentrant dans le pays d'origine cela aurait été une fierté de dire « voilà ce que j'ai appris en France, je vais le transmettre ». Mais ça n'a pas débouché là-dessus, le syndicat n'a pas suivi. La CFDT nous a lâché dès le 2^{ème} jour, les

immigrés étaient faits pour travailler, pas pour être formés, et la CGT m'a lâché au bout de 30 jours.

Sertano et Mokhtari sont venus sur l'île Seguin, avec un grand tableau pour expliquer « voilà, vous avez gagné ça... on pense que c'est très bien... vous allez avoir de la formation, de la polyvalence ». La polyvalence n'était pas de la formation, ça ne donnait aucune qualification. J'ai dit que je ne prenais pas part à ça, mais les gars pensaient que j'étais dans le coup. Les ouvriers se sont sentis trahis. Un copain marocain est arrivé avec une barre de torsion, et m'a dit :

« Je te tue !

– non, je n'en fais pas partie, c'est pour ça que je suis là ! ».

Il m'a craché dans la gueule ! Je n'ai pas paniqué : « je n'ai jamais négocié ces choses là, maintenant tu fais ce que tu veux ! ». Il a tapé sur le rail de la chaîne, le rail a marqué ! Puis il est parti. J'imagine si ça avait été sur ma tête ! Des jumeaux yougoslaves sont montés avec des couteaux en me disant :

« Tu fais partie de Sertano et Mokhtari, on va te tuer !

– si vous êtes capables de me tuer, allez-y ! ».

Tout le monde me prend pour un traître

J'étais humilié par tout le monde, ils pensaient tous que j'étais dans le coup. Il y avait un Algérien, Magyd, un Chaoui, il ne me parlait pas mais il pensait que j'étais dedans, quand il les a vus avec des couteaux, il y a eu une réaction des gars de ma chaîne. Ils sont venus avec des barres de torsion et les ont chassés. Après ils m'ont fiché la paix.

Paroles d'Hommes et de Femmes

Personne ne m'adressait la parole, je continuais mon travail, je continuais à leur expliquer que je n'avais pas négocié, que je n'avais pas trahi. Ils croyaient que j'étais dans le coup parce que Marchais était venu rue Heinrich, pour dire « vous n'allez pas empêcher les quatre communistes de faire leur travail au sein du gouvernement de gauche, donc vous reprenez le travail ». Je leur ai dit « mais vous êtes malades ! ». Par la suite ils ont repris confiance en moi, j'ai fait trois fois une semaine de mise à pied pour mon comportement. La direction avait fait venir des gens du tertiaire, au moins 150 personnes, des briseurs de grève, pour démarrer les chaînes. Je me suis interposé, j'ai fait des choses. Il a fallu du temps, on a perdu 14% aux élections après.

Aujourd'hui Sertano me dit :

« Areski tu exagères !

- non ça s'est passé comme ça ! quand tu as été licencié on t'a réintégré, on t'a porté sur nos épaules en 81 de Zola jusqu'à l'île Seguin ! mais ce jour là tu nous as trompés ! »

On l'estimait beaucoup, c'était un militant qui se bagarrait, il avait du charisme, de la personnalité. Mokhtari était un homme charismatique, mais ce jour là c'était la même chose ! Il nous a « chié dans les doigts » ! Quand on a soudé les portes de l'île Seguin, c'est qu'il fallait négocier la formation des OS, et ils ont négocié des augmentations de salaire ! Je ne m'étais pas battu pour ça. C'est moi qui m'en suis pris plein la gueule, mais maintenant je passe tête haute, mais eux, ils se cachent, ils ne sont pas fiers du tout.

Beaucoup m'ont lâché, surtout le secrétaire du syndicat ; d'autres m'ont soutenu. Je me suis retrouvé avec un groupe d'algériens qui m'a bien soutenu, et j'ai pu refaire surface, mais ça a été difficile.

L'espoir des élections de 81

Les élections et la victoire de la gauche avait emmené un grand espoir, c'est la raison pour laquelle j'avais mené cette grève. On avait tiré de grands feux d'artifice sur la place nationale, on était heureux ! Il avait un discours, il avait des engagements. Ensuite, c'est vrai que l'on a obtenu la modernisation de la chaîne Meudon, Mauroy a mis cinq milliards de francs pour moderniser. Même les 4L, on les passées en monocoques, tout était robotisé ; on pensait qu'il y avait un avenir dans cette usine, et finalement ça a été de la poudre aux yeux. Quand on a commencé cette grève, Marchais est venu en personne réunir la section entière du PCF : Daniel Lacroix, Jean-Louis Fournier, Aymé Albouert, Mohamed Mokhtari, Sertano, Roger Sylvain, Roger Monpin. Ce n'est pas avec leurs quatre ministres, leurs quatre otages, qu'ils allaient changer les choses ! Le PCF a creusé sa propre tombe. On se battait pour changer les choses, avec un gouvernement de gauche et des ministres qui pouvaient apporter des plus pour le droit du travail ; j'ai entendu Charles Fiterman dire « quand vous faites grève ça m'aide à régler vos problèmes, n'hésitez pas », je l'ai pris au mot. Je l'ai interpellé en direct sur Fr3 et je lui ai dit qu'on ne voulait pas rester OS à vie, que les gens étaient capables d'autre chose, il fallait leur donner leur chance, au moins ceux qui étaient volontaires, ceux qui avaient envie de faire autre chose, de faire évoluer leur carrière et de contribuer d'une autre façon au développement de l'entreprise.

Auparavant à la CGT, on avait créé des commissions par immigration, comme ça chacun allait réfléchir par pays d'immigration. A la commission algérienne, aidés par Daniel Bonnechère, on parlait toujours sur cette idée de formation. On a confectionné un document avec Daniel et un ingénieur, à partir des chiffres du CCIO, dans lequel on disait comment procéder pour faire de la formation. Henri Krasucki a trouvé de document magnifique, il s'en est servi pour son intervention au BIT, bureau de travail international à Genève ! Et pendant le rapport de force de la grève, on m'a dit « tu es à côté de la plaque, il ne faut pas gêner les ministres communistes ! » !

J'ai continué à militer, je resterai militant syndicaliste toute ma vie.

Le travail d'un syndicaliste

C'est observer, regarder comment les choses se passent, comment ça se passe au niveau des conditions de travail, et au fur et à mesure on entre un peu dans la discussion, ils vous racontent leur histoire. Il faut être respecté par tous ses copains, parce qu'on les représente tous devant le patron pour des revendications. On avait un cahier de revendications, on passait sur les chaînes de tous les ateliers et on prélevait les revendications sur les conditions de travail, les conditions de vie, les salaires, les formations etc. On déposait ce cahier devant le chef de département, le directeur, en disant « voilà ce qui ne va pas ». Un débat s'engageait alors entre le représentant syndical et la direction. La direction représentait ses intérêts et moi je représentais les intérêts des salariés. Mon intérêt était que les salariés travaillent dans de bonnes

conditions, et quand ils souhaitaient se former, qu'ils puissent décrocher la formation leur permettant d'évoluer. Ce n'était pas toujours facile, il fallait parfois déclencher des grèves.

Quand on est élu, on a un mandat, on a un volume d'heures de syndicat ; 30 heures par mois pour un délégué du personnel. Cela permettait de bouger sur la chaîne, un quart d'heure, vingt minutes, on avait un cahier, on l'écrivait. Quand quelqu'un a des difficultés, que l'on est sollicité par un autre gars dans un atelier, on notait nos heures de départ et de retour. Quand on était convoqué à des réunions par la direction, elle prenait en charge les heures. On réglait souvent énormément de problèmes pendant la pause. On avait deux pauses le matin de 10, 14 minutes, on échangeait beaucoup avec les gens, on pouvait intervenir au niveau du contremaître, du chef d'atelier, du chef de groupe, de département.

L'image médiatique d'un syndicaliste c'est la rue, mais sur le terrain, le gars arrive le matin, embauche sur le poste de travail comme tout le monde. Il dispose d'un volume d'heures : le DP (délégué du personnel) 30 heures, le CHS (comité d'hygiène et de sécurité) 20 heures. Si quelqu'un a besoin de lui à l'autre bout de la chaîne, ne serait-ce que pour demander un logement, à la pause il demande à le voir. Où le délégué se met en mandat un quart d'heure, vingt minutes, le temps qu'il faut pour lui expliquer la démarche, où s'il ne maîtrise pas la question, il dit « je vais appeler la commission logement, je vais organiser un rdv avec eux et les ramener à la chaîne ». On intervient aussi auprès de la hiérarchie ; on prend une heure de mandat si on est sur l'île Seguin et

Paroles d'Hommes et de Femmes

qu'il faut aller rue de la ferme, pour voir une assistante ; on accompagne la personne à la sortie de chaîne et on la défend devant le patron.

Lorsqu'il y a un changement de cadence sur la chaîne, de 40 voitures on passe à 46, il y a une réorganisation du travail, une répartition des tâches sur les chaînes pour chaque poste. Le délégué se met en mandat et va suivre tous les postes, relever tout ce qui ne va pas, il fait un cahier et le dépose au chef de groupe ou chef de département. Il y avait une réunion centrale tous les mois, mais c'était tellement vaste, que l'on traitait les questions à l'échelle d'un département. Par exemple le département 74 concernait la peinture, sellerie, montage mécanique, c'était un ensemble ; le département était tout ce qui concernait les presses, le ferrage, la soudure etc.

J'ai été longtemps responsable de la commission logement du comité d'entreprise. J'ai défendu énormément de gens pour avoir des logements au niveau du 1% logement de Renault. En 75, il y avait près de 28 000 salariés. Dans ces années là ils embauchaient des Laotiens, des Cambodgiens, des Vietnamiens, un peu avant ils ont recruté pas mal de Yougoslaves. A partir de là, il n'y a plus eu de grandes vagues de recrutements.

CGT et PCF

En étant syndicaliste, on nous demandait d'adhérer au parti ; à la CGT c'était systématique. Il n'y avait pas d'obligation mais les demandes étaient systématiques. Je suis resté longtemps syndicaliste, sans prendre d'engagement politique quelconque, même si les copains m'envoyaient des gens, y compris le secrétaire de la section du

Paroles d'Hommes et de Femmes

PCF de Boulogne. Je n'avais rien contre le parti communiste, je lisais ce qu'ils faisaient en Algérie ; il y a eu des erreurs, mais il y a eu énormément de soutien et de solidarité, des gens comme Yveton ou Maurice Audin qui ont donné leurs vies pour mon pays. Des communistes sont morts pour l'Algérie ici boulevard Charonne pendant une manifestation, dont un jeune de moins de 16 ans.

Puis Georges Marchais est arrivé, c'était quelqu'un de très influent, quelqu'un de terrain, issu du monde du travail, il savait ce qu'était un ouvrier, il savait ce qu'était le travail. J'ai résisté quand même pendant un moment. Puis des copains algériens sont venus « mais qu'est-ce que tu attends pour entrer au parti communiste ! ». J'avais des contacts avec le parti communiste algérien, il était interdit ici et aussi en Algérie. Ici Georges Marchais avait des relations très particulières et très amicales avec Boumediene, et je savais que la liberté ce n'était pas ça, c'était la pensée unique. Un jour on m'a dit :

« On fait un congrès, on va te présenter au comité exécutif du syndicat, on est 40 membres là-dessus, mais il faut que tu prennes ta carte du PC

- je ne suis vraiment pas d'accord
- mais pour être au comité exécutif il faut être membre du PC »

J'ai quand même fait pas mal de résistance avec un autre algérien, Abdi, qui lui n'a jamais adhéré au PC. J'ai fini par adhérer, mais pour une courte période, juste avant la grève de 81 et je suis parti juste après. Fournier, Sertano, m'avaient demandé de remplacer Mokhtari pour l'immigration à la commission confédérale. J'ai fait ma première intervention sur l'idée de ne pas rester OS à vie, on m'a dit que c'était une très

bonne idée. Ce serait pas mal que tu viennes au congrès du parti communiste à Saint-Ouen, tu prendras la parole et tu expliqueras ça – attendez je veux bien m'exprimer au congrès de la CGT mais au parti communiste, je ne sais pas comment je vais parler ». J'ai pris ma carte, je suis parti à ce congrès, je suis intervenu sur les questions de formation, point barre. Quand j'ai vu que ça n'avait pas été pris en compte, je participais moins aux réunions. Le PC avait plus de 600 adhérents sur Billancourt, dont un directeur des relations internationales, Auberger ; François Dolet, le directeur de la mécanique était au PC ; Georges Schmidt, un des brillants techniciens, aussi. Ils se réunissaient dans des réunions de parti avec des OS, c'était très intéressant. Il y avait toute cette activité, toute cette animation.

Le syndicat CGT-UGICT (union générale des ingénieurs cadres et techniciens)

Il y avait un syndicat pour les cadres, le syndicat des techniciens juniors et cadres, ils étaient électrons libres ; ils discutaient de leurs revendications spécifiques. Quand les OS étaient en grève, on voyait rarement le secrétaire du syndicat venir avec sa blouse blanche. C'étaient des élus, ils ne se mettaient en mandat pas en grève pour soutenir les OS. Ils avaient leur secrétariat général, leur bureau de syndicat, leur commission exécutive UJICT. On a créé un BUS, un bureau d'union syndical, pour travailler entre les ouvriers et les cadres. Ils étaient jusqu'à 230 syndiqués. Ils traitaient des questions spécifiques. Ils intervenaient rarement aux réunions mensuelles avec la direction, au CE c'était la même chose. On ne comprenait pas trop leur langage. Quand on a bloqué les chaînes en 81, on a laissé les ETAM (employés, techniciens, et agents de maîtrise)

rentrer travailler, ils n'ont jamais été solidaires. On occupait l'usine, et eux venaient travailler ! Être syndiqués leur servait à défendre leurs questions spécifiques, c'est-à-dire des questions de promotion : obtenir plus de formations, de promotion, évoluer. Certains prenaient un mandat pour se protéger, dans tous les syndicats cela existe. On se battait sur des revendications salariales, et eux considéraient que cela ne les concernait pas, car ils étaient à l'étage au-dessus.

Quand tout se monde là se retrouvait à une réunion du PCF, ils parlaient tous le même langage. Dans la CGT il y a trois étages. Dans un syndicat, des gens viennent par conviction, quel que soit leur niveau dans la hiérarchie, le niveau professionnel. Il y a des gens qui viennent dans le syndicalisme, pour se faire voir au niveau de son patron ; ils font un mandat, deux mandats maximum, ils se trouvent un job et terminé, ce n'est plus le même. Quand on le prend à part, il dit : « j'ai toujours des convictions, mais maintenant je m'occupe de ma carrière... ». Ils ne viennent pas par conviction, ils viennent par intérêt. Mais il y a des gens qui viennent vraiment par conviction, y compris dans les moments les plus durs, ils sont là avec l'ensemble des gens qui se battent. Mais chez les ETAM, quand il y a eu la fermeture en 92, sauve qui peut ! Nous les OS on se bagarrait à l'intérieur de l'île Seguin pour dire « Billancourt vivra ». Derrière, ni le syndicat UGICT, ni le syndicat départemental, ni le syndicat de l'union de la métallurgie des Hauts de Seine, ni l'union locale de Boulogne-Billancourt, ni la section ni les cellules du PCF, ni les sections syndicales des ETAM, personne ! La dernière manifestation que l'on a faite, ils nous emmenés sur les quais pour râler auprès des poissons ! On a donc bloqué le périphérique pour montrer notre mécontentement.

Arrestation à Alger en 1986

Je me suis retrouvé à Alger avec mon fils, et on m'a jeté en prison sans savoir pourquoi. C'est arrivé parce qu'on défendait l'immigration algérienne ; quand ils retournaient en Algérie, ils étaient traités au port ou à l'aéroport comme des moins que rien. On dénonçait le fait que pour faire les passeports, il fallait aller chercher un ticket à l'ambassade à quatre heures du matin. Quand on l'a dénoncé, ça n'a pas plu aux Algériens. On menait ces combats là à l'ambassade et au consulat, on devenait les bêtes noires.

Un jour j'ai vu l'ambassadeur d'Algérie, Djamel Houhou, un vrai voyou, je n'ai pas peur de le dire ; quand j'ai commencé à parler de l'accueil réservé aux émigrés, alors qu'ils envoient de l'argent là-bas, il m'a traité de corrompu : « s'il y a un corrompu aujourd'hui, c'est bien vous ! Je ne suis jamais entré dans ce système de corruption, j'ai toujours été un combattant de la justice sociale et des travailleurs !! ». Je lui ai balancé une bonne raclée ! Il a appelé le gendarme et a dit « je vais continuer à discuter avec les autres, mais il faut qu'Amazouz sorte d'ici ».

Lorsque je suis descendu à Alger avec mon fils, ils m'ont arrêté, m'ont mis dans la cave, ont déshabillé la voiture complètement comme si je transportais de la drogue ou des armes. On m'a mis en taule. Quelqu'un est venu chercher le gamin, et moi ils m'ont retenu. Mon beau-frère à Alger est entré en contact avec le syndicat, et Henri Krasucki est intervenu. Ils m'ont retiré le passeport, et m'ont dit de me présenter tous les matins à la gendarmerie d'Azazga. Quand je suis revenu, l'ambassadeur avait sauté, et ils en ont

fait venir un nouveau, Sanoun, qui est aujourd'hui aux Nations-Unies. C'était un homme courageux, il est venu chez Renault, il a débattu avec les Algériens de chez Renault. Il a ouvert deux consulats, un à Cergy Pontoise et un autre à Versailles, ce qui a permis de dispatcher tout le monde et de faire les papiers dans des conditions correctes.

Prends 10 000 balles et casses toi

J'ai vécu cela comme un cauchemar. Ça a commencé en 79, avec Stoléru, Dijoud, « prends 10 000 balles et casses-toi ». C'était sous Giscard, il a fait à la fois le regroupement familial, et à la fois il a mis un secrétaire d'état pour le retour au pays. Dijoud a abandonné, il n'en pouvait plus, puis il a mis Lionel Stoléru, un socialiste, pour nous c'était un mec de droite. Je me suis battu contre, dans les pays du tiers-monde, la crise était encore plus grave. Des gens étaient dans les bureaux, et disaient aux ouvriers « il faut repartir en Algérie, vous allez monter un petit commerce avec une camionnette bâchée, au Maroc vous allez monter une petite supérette, vous allez voir c'est super ! Au Sénégal vous allez planter des oliviers, en Tunisie vous allez faire des hammams ». Alors que les gens travaillaient depuis toujours à la chaîne, ils ne connaissaient rien du tout à la gestion. Après l'arrivée de Mitterrand, avec les plans sociaux dès 84, ils ont monté des bureaux de l'OMI (office des migrations internationales) à l'intérieur de l'usine. Ils venaient dire « si vous retournez dans votre pays d'origine, on va vous donner 10 000 balles, on va vous payez les billets d'avion, à vous, vos enfants, votre épouse, mais vous nous rendez votre carte de séjour et quand

vous aurez l'âge de la retraite, vous toucherez la retraite de ce que vous aurez travaillé ». Ça n'a pas trop marché.

Ils ont fait venir des militants syndicalistes à l'intérieur de l'usine, dans les vestiaires ; des militants de l'entreprise, y compris de mon syndicat ! Ces militants n'avaient plus de mandats, ils ont été recrutés par la direction, en leur disant « vous allez venir au bureau de l'OMI, vous allez quitter la chaîne pendant une période, vous mettez une cravate et vous venez expliquer aux travailleurs immigrés que retourner au pays c'est avantageux ». C'étaient des travailleurs migrants.

Par exemple, les Sénégalais allaient voir les Sénégalais :

« Je te propose le retour au pays, Renault ça va pas, ils vont fermé... Renault te donne la prime de licenciement pour ton ancienneté, il te rajoute une prime de départ, l'OMI se charge de ton dossier, elle s'occupe du voyage de ta famille etc.

- qu'est-ce que je vais au Sénégal, moi toute ma vie j'ai serré les mêmes boulons, je sais aller au métro, mais je ne sais pas gérer une entreprise, un petit commerce
- au Sénégal, on a des projets pour planter des oliviers...

C'était l'échec total ! Si on veut planter un olivier qui va mourir, il faut l'emmener au Sénégal ! C'était pour inciter les gens. Ils ont été jusqu'à aller chercher le marabout le plus célèbre du Sénégal, le balader dans l'espace Renault et dans les foyers pour leur dire « il faut quitter, Renault est foutu j'ai jeté le mauvais sort sur l'usine ». Ce marabout est parti avec 700 000 francs plus 25 moteurs convertis en pompes à tirer de l'eau !

J'allais dans les « salons de mobilité », comme ils disaient, et je me levais en demandant la parole, j'ai dit les choses, et ça a freiné les gens. Ils les trompaient, après avoir travaillé dix, vingt ans, trente ans, prendre 10 000 balles et rentrer chez soi, qu'est-ce qu'ils allaient faire ? on a trompé les gens, je me suis battu et ça m'a coûté mon licenciement. J'ai été viré comme un malpropre en 89, après j'ai été réintégré. Tout ça parce que je disais la vérité. Si Renault m'avait écouté sur la formation des gens, ils auraient pu rentrer chez eux avec un savoir ; mais pour quelqu'un qui a pris pendant vingt ans la chignole à monter les bras de roues ou les plaquettes de freins, du jour au lendemain, rentrer chez lui au Sénégal planter des oliviers ou faire du transport en Algérie.... Dans ces pays là il y a des loups ! Des gens qui ont de l'argent, des idées, des gens qui ont les moyens de développer des supermarchés ! Avec 10 000 francs, on ne pouvait rien faire.

La fermeture de l'usine de Billancourt en 92

La fermeture de Billancourt était une décision politique. On regroupait l'ensemble du syndicat, et on discutait. On a sorti une plaquette avec Krasucki, on a fait une conférence de presse à Boulogne, on a fait des propositions avec des ingénieurs et cadres de la CGT comme François Dolet, Schmidt, Miele ; on a monté un projet de voiture qui s'appelait la Neutral (anagramme de Renault). On a monté cette voiture dans un garage à Puteaux. Lors du prologue du tour de France à la mairie de Boulogne, on a sorti cette voiture, elle a roulé. On avait donc une proposition pour redémarrer la deuxième chaîne ; l'usine était ultra moderne, on avait la meilleure cataphorèse européenne avec une capacité de 1500 pièces, tout était robotisé. On voulait se battre

ensemble et imposer un autre choix à Renault. On n'a eu l'adhésion ni du syndicat ETAM, ni des autres organisations syndicales. On nous a dit « débrouillez vous les OS dans l'île Seguin ». On s'est dit que si on avait un meilleur niveau de qualité, c'était notre chance de sauver cette entreprise. On a fait un indice de qualité qui dépassait celui de Mercedes. Un niveau de qualité inégalé. On pensait sauver l'entreprise mais ça n'a rien donné.

On continuait à revendiquer. On a monté un projet avec Christian Pointart, un super technicien qui travaillait sur la boîte de vitesse, la boîte 5 à l'époque ; on a présenté un produit, tout était chiffré ! On a fait une exposition que l'on a présentée sur l'île Seguin, ça a été volé par la direction ! Au lieu de réagir, on a laissé mourir cette idée, alors que l'on pouvait la produire. Ils ont toujours laissé les mêmes se battre « débrouillez-vous ». Il y a eu une complaisance politique syndicale. Ils ont sacrifié deux catégories :

- Les professionnels, c'est-à-dire les ajusteurs, fraiseurs, les ouvriers qualifiés ; ils ont payé les premiers, quand on a fermé le 57 métal, un des fleurons de Renault, quand on a fermé RMO qui fabriquait des usines clés en main ! On a sacrifié tout cela en 79, des secteurs professionnels hautement qualifiés ! Il y a une réaction, un engagement d'un directeur, Vacher. Il avait commencé sa carrière chez Renault et l'avait fini chez Renault. Il a pris l'engagement de construire Billancourt 2000 avec l'architecte Vasco. Aujourd'hui c'est un bâtiment ultra moderne ; il avait déplacé le 57 métal là-bas, c'était quelque chose ! Des commandes tombaient du monde entier pour démarrer des usines. On a trouvé le moyen de dire qu'il n'était pas rentable, et on a viré, on a fermé !

- Ensuite ils se sont attaqués à un gros secteur, le département 12, tout ce qui était emboutissage. On faisait des pièces de carrosserie pour pratiquement toute la gamme Renault. Ils l'ont liquidé ! Ils avaient fermé les forges fonderies avant et fait une gare routière ! puis ils se sont attaqués aux chaînes.

-

Des fermetures prévues depuis longtemps

Ça a été dès le premier choc du pétrole.

C'était peut-être prévu après 68, mais dans les années 70 on n'y croyait pas. Dans les années 80, Renault vivait avec des subventions de l'Etat, il y avait eu des déficits successifs, il fallait prendre des mesure. Bien qu'il y ait eu des investissements, c'était une usine qui ne répondait plus aux normes de fabrication moderne. La fabrication de cette usine là était à la verticale, alors que les méthodes de fabrication qui avaient commencé en Suède notamment étaient à l'horizontale. L'usine qui était à l'horizontale, c'était Flins. Le prix du terrain à Boulogne coûtait trop cher, alors que le prix à Flin était moindre. Il fallait aller très loin pour ça. D'où l'arrivée de Georges Besse puis Levy.

C'était un des arguments évoqué par la direction et les organisations syndicales, sauf la CGT. L'usine qui était à l'horizontale c'était Douai. Pour nous ce n'était pas un argument, puisqu'il existait des techniques modernes qui permettaient de faire des ascenseurs, des transferts etc. Même au niveau de l'environnement, les usines à l'horizontale posent aujourd'hui sérieusement des problèmes.

Un certain nombre d'acquis sont partis de 68. Ils avaient déjà l'idée de fermer l'entreprise, sauf qu'il y a eu le premier choc du pétrole. On produisait la 4L et la Renault 6, c'était le même moteur. La 4L était la reine des bagnoles, on faisait tout avec. Elles ne consommaient pas beaucoup, et ça se réparait comme un vélo ! Ça correspondait donc bien à la crise. On a augmenté nos capacités de production, les commandes tombaient. Ça a permis à Renault de reprendre le marché, de se refaire une santé. Ça a fait reculer cette idée de fermeture. Elle est revenue quelques années après, en 81, quand on a fermé Renault Machines Outil, par madame Cresson. La gauche a fait moderniser Billancourt, mais elle a fait fermer aussi les secteurs autour de l'automobile. La chaîne « moteur » de 4L était menacée alors que l'on faisait les meilleurs moteurs de Renault au monde. Ils ont construit une usine de fabrication de moteurs, en Argentine, dans un désert ; ils étaient envahis de sable, le sable pénétrait dans les chemises pistons et les moteurs cassaient. Ils sont revenus ici car on faisait un meilleur produit. Ils ont commencé à fermer des secteurs de pompe à eau, les bielles, les barres de torsion. On continuait à se battre pour sauver la production. Mitterrand a tenu son engagement en 81 sur la modernisation de l'île Seguin, la solidification des sols.... Mais les secteurs autour fermaient les uns derrière les autres. Toute la cité du vieux pont de Sèvres était l'artillerie Renault, ça a été rasé juste après 68.

De faux licenciements

C'étaient des licenciements déguisés, on parlait à l'époque de « convention de reconversion ». Cela permettait de signer le licenciement, prendre 50 000 francs et faire

une formation de reconversion comme technicien de surface. Il y a eu des drames. Ils ont continué avec la politique du « 10 000 balles et casses-toi ». Ils disaient « vous avez une ancienneté de 15 ans, ça vous fait environ 80 000 francs, Renault rajoute 50 000, et si vous signez dans un délai de 21 jours on vous rajoute 30 000 francs ! Avec tout ça vous pouvez rentrer chez vous ». Ils mettaient des gens par origine pour conseiller les gens par communauté. Ils ont recruté un cabinet de super sociologues, « Vidal », un grand cabinet de conseil. Quand on sociologue vient voir un type à la chaîne, qui soi-disant lui ouvre les yeux, au bout d'un moment il tombe dans son truc. Mais je venais derrière pour démolir tout ce qu'ils disaient. Nouveau licenciement ! J'en ai eu 7 en tout !

L'encadrement contre les OS

Un jour un chef de groupe m'a dit « j'en ai marre de vos grèves ! Vous allez voir ce que vous allez voir ! ». Il est parti provoquer un délégué au carrousel mécanique, dans l'équipe A, Kefi, un homme d'un certain âge, il lui a dit : « toi tu commences à me faire chier ! Tous les jours à neuf heures moins le quart, tu descends avec des gens ! ». À partir des propos que l'autre lui a tenus, il a réuni tout l'encadrement de la direction de Renault « voilà j'ai été agressé par la CGT... ». L'encadrement a organisé une journée de grève contre les OS. Ils pensaient montrer à la direction que sans l'encadrement l'usine ne tournerait pas, et qu'ils prendraient le dessus sur tout le monde, la direction les soutiendrait et prendrait des mesures de sanction. J'ai tout de suite réuni les délégués : « ils sont en train de monter un coup contre nous, pour dire que l'on n'est pas capable de travailler sans eux. Maintenant les remplaçants, les retoucheurs vont être

Paroles d'Hommes et de Femmes

chefs d'équipe, ils vont diriger les chaînes ». Le directeur de l'établissement était Vacher, c'était l'ancien chef de département 74, on se connaissait bien. On a fait tourner les chaînes, on a eu le meilleur indice de qualité ! Ils sont revenus tout content, ils avaient réussi leur grève, ils avaient même obligé les gens des bureaux, les assistantes sociales. Mais ils ont vu que les OS avaient travaillé, il n'y avait pas une voiture de moins, et surtout il n'y avait pas une voiture à la retouche ! J'étais content ! À la prochaine réunion du CE, j'allais intervenir et Vacher m'a dit :

« ça va Amazouz, ça va ! J'ai compris

- qu'est-ce que vous avez compris
- vous avez géré l'usine pendant la journée, c'était magnifique. Je vous remercie et tous vos copains !
- j'organise une réunion avec les copains et vous leur dites !
- non, non...
- il faut que cela soit dans les minutes du CE
- oui d'accord »

J'ai fait les copies des procès-verbaux et je les ai donnés aux copains ! Après, à chaque fois qu'un chef d'équipe ou contremaître disait quelque chose à quelqu'un, on lui disait « mais dis donc, on n'a pas besoin de vous pour travailler ! ». Ça leur a fait très mal. Effectivement, ils ont commencé à supprimer les chefs d'atelier, les contremaîtres et les chefs d'équipe. A la fin l'usine tournait avec des anciens régleurs !

L'affaire du licenciement en 94

Un gars de force ouvrière m'a dit « Arezki tu es licencié comme élu du CE, mais pas comme délégué syndical ». Il y avait vice de forme, on a fait un recours. A chaque fois que l'inspection du travail refusait mon licenciement, Renault faisait un recours à l'inspection départementale. Elle confirmait la décision de Vergès, l'inspecteur du travail ici, Renault refaisait un recours au tribunal administratif de Paris. Ça durait un moment. Jacques Grinsnir et Nicole Dreyfus me défendaient. C'était devenu une bagarre symbolique. Un représentant de l'Etat a défendu mon dossier après la plaidoirie de l'avocat ; il était complètement de mon côté : « comment se fait-il que Renault ferme une usine comme celle-là, alors qu'il possède plein d'activités dans l'hexagone et il ne propose pas à ce monsieur une place ailleurs ! Parce qu'il est syndicaliste, on ne veut pas de lui ! Mais il n'a jamais refusé de travailler, il n'a jamais refusé la mobilité ! ». J'étais ouvert à la mobilité. Renault a été débouté, ils ont reformulé un recours et sont partis au Conseil d'Etat. Le Conseil d'Etat a confirmé la décision « effectivement monsieur Amazouz n'a pas eu le même traitement que les autres employés de l'usine, il n'a eu aucune proposition de reclassement » ; je n'avais eu que des conventions de reconversion, même un retour au pays alors que mes enfants étaient nés et scolarisés ici.

Pendant tout ce temps, je travaillais en sureffectif, ils m'avaient affecté dans un service, 097, tout seul ! Il n'y avait personne ! Il y avait un gars, Zoba, je lui ai demandé :

« Il est où monsieur Zoba mon courrier ?

— ben ton courrier mon pauvre, on l'a envoyé chez toi avec des huissiers »

Paroles d'Hommes et de Femmes

À chaque fois que j'avais un courrier, une convocation du comité d'entreprise ou du délégué du personnel, ils engageaient un huissier pour l'amener à la maison ! Un jour j'ai trouvé cet huissier devant la porte, je l'ai sorti hors de la grille Zola, sur la voie publique, et je lui ai dit « la prochaine fois que tu mets les pieds chez moi, tu représentes la loi ou tu ce que tu veux, je vais te déculotter devant le public ! Je peux te dire que tu vas aller à poil ! ». Il est encore venu chez moi avec un commissaire, il s'est adressé à me femme : « je suis commissaire de Sèvres, votre mari a menacé cette personne – il n'a jamais menacé personne, il est à son boulot ! ». Elle leur a fermé la porte au nez, et ils sont repartis. J'ai été convoqué au commissariat, j'y suis allé avec des copains, je leur ai donné ma version ; à partir de là, ils ne m'ont plus jamais appelé. J'étais interdit d'entrée dans l'usine Renault, ils avaient mis des vigiles aux portes, si je ne leur montrais pas une convocation, ils ne me laissaient pas entrer. Un jour j'ai vu l'huissier et je lui ai dit « combien ils te payent... - je t'assure que je gagne beaucoup, beaucoup d'argent sur ton dos ! C'est mon boulot – je t'assure que si tu traverses la ligne, ce que je t'avais dit, je le ferai ! ». Quand j'avais une convocation ils m'accompagnaient jusqu'à la salle de réunion ! Le directeur d'établissement se faisait entourer de cinq gardiens, des balaises ! Il avait fait un rapport « quand il y a monsieur Amazouz il y a violence, donc je demande de la protection ».

Réintégré en 94

Ça s'est passé comme ça jusqu'en 1994, j'ai été réintégré le 12 juillet. Entre temps des copains m'ont rejoint dans mon combat, ils avaient mis neuf autres dans la même situation, dont Amri, Aït Amadouche, Pinato, Jacques Guillot, Claude Pantois,

Dianouté, Diara, Bogucki... ils ont été réintégrés à la même période, mais leur combat a commencé en 92-93 quand il y a eu un refus de licenciement par l'inspection du travail. Quand j'ai été réintégré on m'a mis dans un secteur, à la direction commerciale France, là où je travaille actuellement. C'est un secteur où il n'y a que des cadres, ils se sont dit que je n'allais pas supporter la mentalité, que j'allais faire une catastrophe et qu'ils pourraient me licencier.

Je me suis trouvé un chef d'équipe, monsieur Jean-Pierre André qui m'a dit :

« Je n'ai pas de boulot pour vous, on me l'a imposé

- stop ! Je ne suis pas venu ici pour vous embêter, je vais aller voir la direction, ils vont me proposer autre chose, vous serez tranquille, moi aussi ! Par contre je suis syndicaliste, j'ai un mandat, je continuerai à me battre !
- très bien, mais on m'a dit de vous prendre, qu'est-ce que vous savez faire ?
- je ne sais rien faire ! À part hurler sur les chaînes ! ».

On a fait un point sur ce que j'avais fait :

« Voilà ce que j'ai fait en Algérie, voilà ce que j'ai fait sur l'île Seguin, je suis capable d'apprendre, je ne refuse pas d'apprendre

- c'est très bien, Jean-Yves Renardet a besoin de quelqu'un avec lui, il est conseiller logistique implantation, il s'occupe de toutes les implantations et du réseau dans les régions ; je vais vous mettre avec lui, il va vous former ».

Mise au placard

C'était implanter des agents, aménager des garages, ou parfois malheureusement en fermer. On est passé dans une salle : « Jean-Yves, tu vas former Areski ». Il l'a pris dans son bureau, je ne sais pas ce qu'il lui a dit. On a commencé à travailler, je regardais comment il faisait, il dessinait, il aménageait les garages, la signalétique, les postes de travail des mécanos, les cabines de peinture. On a travaillé un moment, puis il m'a dit « maintenant tu vas faire les plans tout seul ». On a fait les plans, il m'a dit « tu te démerdes pas trop mal », il m'a donné un plan dans le Val de Marne, Le Mureau. Je suis allé là-bas, j'ai pris les côtes, j'ai fait le plan, Jean-Yves m'a dit « c'est parfait ! », il a validé et l'a donné à Jean-Pierre André, il était content ! À la fin du mois il m'a dit « je te fais 300 francs d'augmentation ». Il était tellement content qu'il est allé voir le directeur commercial France :

« Le gars qui est venu de l'île Seguin, il travaille bien, il va continuer à faire ce travail là !

– mais vous n'avez rien compris à monsieur Amazouz, il est tellement formé qu'il est capable de vous déformer tous ! ».

Il est revenu, il était sidéré et a parlé à Jean-Yves :

« Je comprends plus rien... t'as bien formé Areski, il a bien travaillé, mais là-haut ce n'est pas ce qu'il veut ! Il faut l'occuper... »

Ils m'ont fait faire des tirages de plans, ils m'ont placardisé. Jean-Pierre André a changé de service, Jean-Yves a pris sa retraite en 2001, moi j'ai continué à bricoler dans le service.

Paroles d'Hommes et de Femmes

Un jeune très brillant, Vincent Carré, adjoint de direction du réseau m'a dit « Areski je vais te faire faire une formation informatique, tu vas beaucoup nous aider ». C'était de la saisie... j'ai fait de l'informatique, j'ai fait des tableaux, j'ai fait des fiches pour chaque agent de France. J'ai bien travaillé avec lui et son remplaçant, mais ils ne me proposaient pas autre chose ; la décision était au-dessus, elle était politique.

Ils n'ont jamais pu m'empêcher de faire mon travail syndical. J'ai fait une fois une pétition à la DCF, contre le licenciement d'un Antillais. Ils n'avaient jamais vu ça de leur vie ! Un gars est venu et m'a dit « monsieur Amazouz, franchement bravo ! Je ne vous aime pas mais c'est la première fois qu'à la DCF on a signé une pétition aussi nombreux, même un directeur a signé ! ». On a empêché le licenciement du copain.

Le sort des derniers ouvriers de Renault Billancourt

Les ouvriers qui restaient à la fin, en 92, après des plans de licenciement successifs, les gens ont adhéré à la convention conversion. Très peu ont eu de la mobilité sur Flin, Douai, Sandouville, même pas une dizaine. Tout le reste a eu la convention conversion. Ils ont fait beaucoup de plans successifs en FNE, fond national pour l'emploi ; ils ont fait partir le maximum à 55 ans. Ils ont rajouté en plus un plan congés d'attente : quand on avait 53 ans, on était à la maison pour arriver à 55 ans, et entrer en FNE. Tous les syndicats avaient signé, et l'Etat finançait puisque c'est Mitterrand qui avait signé la fermeture. On sait que les 119 derniers ont été licenciés avec leur ancienneté. Personne n'a accès aux documents nous permettant de savoir ce qu'ils sont devenus.

Se battre jusqu'au bout contre l'injustice

Je vais avoir 60 ans. Je suis en activité mais comme j'ai engagé un procès pour discrimination salariale, professionnelle, syndicale et raciale chez Renault. Je veux que ce procès se passe pendant que je suis en activité. Si je gagne il faut qu'ils repositionnent tout mon salaire et mes points de retraite. Je me bats là-dessus.

J'ai un parcours chaotique, un parcours difficile d'enfant issu de la guerre, des parents séparés ; j'ai vécu une injustice depuis mon enfance. Quand on voit l'injustice, on ne pas l'accepter partout où on est, partout où on va. Ce sont mes convictions. Il faut des hommes et des femmes qui s'engagent dans ce combat pour la justice sociale. Je ne regrette pas d'avoir sacrifié ma vie professionnelle. Renault téléphonait à mon épouse en lui disant « ton mari est en train de faire la bringue dans les bistrots », alors que je me battais pour les gens. L'amicale des Algériens, du côté de la pensée unique, téléphonait aussi à la maison. C'était parce que je menais ce combat contre l'injustice. Heureusement qu'en France on a des syndicats, des gens qui nous ont transmis un savoir.

Les Kabyles, des rebelles

La Kabylie a toujours été une région très laïque, très rebelle. On a jamais laissé passer une injustice, même quand on a les mains nues, on se bat, même avec des cailloux. En 2001, les jeunes de Kabylie se sont révoltés contre l'injustice parce que la gendarmerie faisait de la misère ; ils se sont révoltés, il y a eu 123 morts parmi les jeunes. Parce qu'il

y avait de l'injustice, ils sont sortis dehors, ils ont viré la gendarmerie de Kabylie. Aujourd'hui il n'y a pas de gendarmes en Kabylie ; il y a la police, mais pas de gendarmes. Il y avait de la corruption, de l'injustice. C'est une région qui est toujours à la tête de ces combats pour la liberté, contre l'injustice.

La famille souffre aussi

Mes enfants ont souffert, je n'étais jamais là pour les emmener au cinéma, pour aller aux compétitions sportives ; c'était toujours la maman et « le papa est où ? Il s'occupe du syndicat ». On avait besoin de faire des réunions pendant le weekend, pour organiser les actions pour le lundi. Ensuite quand j'ai pris la responsabilité de la commission logement, ça me prenait énormément de temps, je l'ai fait pendant plus de 15 ans, et je continue à le faire encore. C'était un investissement, les gars comptaient sur moi. J'ai veillé sur leurs études, ils ont tous fait des études supérieures ; mon combat a servi à quelque chose. Ma femme m'a toujours soutenu, même si c'était dur.

Rester algérien, refuser la double nationalité

Mes enfants sont français, mais je n'ai pas la nationalité française. **J'aurais pu être réintégré car je suis né français.** C'est un choix car j'ai vécu la guerre d'Algérie étant enfant, j'en ai souffert ; le fait de ne pas aller à l'école comme tout le monde, de voir sa maison brûler, de voir ses parents séparés, sa famille massacrée, de voir le vieux tiré avec une rafale etc. Toutes ses images me restent en mémoire, je ne peux pas me séparer de tout ce passé. Qu'est-ce que ça me donnerait en plus d'avoir la nationalité française ?

Paroles d'Hommes et de Femmes

Peut-être voter... mais pas plus. Je n'ai jamais eu dans ma tête, le projet de prendre un jour la nationalité française. Je pars du principe que je respecte tout le monde, et je demande à être respecté comme je suis. Des gens disent « je suis fier de devenir français », c'est leur problème, moi je suis fier de rester ce que je suis : mon prénom, mon nom, mes origines, ma culture, ce que ma famille et mes parents m'ont donné, tout ce que le pays malgré toutes les injustices m'a donné. Il faut continuer à lutter contre toutes ces injustices même lorsque l'on est ici. En 81, j'ai pris mon billet d'avion, je suis descendu à Alger et j'ai participé à la manif pour la culture berbère. Avec un copain, on est allé à Azazga et avec les jeunes on a cassé tout ce qui était écrit en arabe. On était les plus vieux car ils avaient envoyé les enfants en premier comme bouclier.

Mes enfants n'ont pas la double nationalité, ils sont français tout court. Je refuse la double nationalité, c'est un principe. Ils sont nés en France, ils sont français, ils veulent aller en Algérie, ils n'ont qu'à faire comme des Français, ils vont demander un visa au consulat d'Algérie. Ma première fille est née en 1974, mon fils Farid est né en 1977, Furyelle est née en 1981 et Faraxen en 1985. Farid a fait son service militaire en France, il n'a pas eu de problème avec l'Algérie. Je ne veux pas jouer à ce jeu là, certains ont choisi de jouer sur deux tableaux : quand ils partent à Orly, ils sortent leurs passeports européen, quand ils arrivent en Algérie, ils sortent leurs passeports algériens ; je ne supporte pas ça. **Je suis contre la double nationalité. Vous êtes nés en France, vous êtes français ; vous avez fait la crèche, l'école maternelle, l'école primaire, le lycée etc. vous avez baigné dans cette culture française. Même si vous avez gardé quelque chose de vos parents, c'est bien, mais vous ne pouvez pas retourner vivre un jour dans ce pays, ce n'est pas possible. Vous êtes d'une autre culture. Quand on arrive là-bas on nous**

appelle les immigrés. Il faut se battre pour mieux s'insérer là où l'on est né, là où on a grandi.

Mes enfants et l'Algérie

Je leur ai très peu transmis ma culture et ma langue, à part la musique. Ma musique c'est Matoub, Menguellet, et eux c'est Idir, Takfarinas... je les emmenais en Algérie. Ma grande fille est très attachée à l'Algérie, elle a chanté pas mal ; elle est mariée, elle a une grande fille, elle vit à Toulouse. Farid, lui, est un blanc ! Faryelle, c'est la même chose. Faraxen le dernier, va en Algérie de temps en temps pour dix, quinze jours.

La réussite des enfants

Personnellement, je ne parle pas à mes enfants de ma vie au travail. J'arrive, je regarde les devoirs... c'est la réussite scolaire qui compte, on est conditionné par ça parce qu'on n'a pas eu cette chance là. Ils ont la chance d'aller dans une école laïque, républicaine, donc je veille sur leur réussite, moi ce n'est pas grave. Tout ce que je veux, c'est que quand j'arrive, je voie de bons résultats. Ça fait plaisir pour un parent, quand un père raconte ça à ses copains au travail : « j'ai un fils qui travaille, il fait des choses magnifiques ! » ou « ma fille a des notes formidables ! », on oublie toute la misère que l'on a, du travail à la chaîne ou du marteau piqueur.